6e Année, N° 101 - 1er Avril 1930

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

SOMMAIRE :

A PROPOS DE L'INTERVIEW DU « VOLKSSTAAT »

MARX ET LES SYNDICATS

par Amédée DUNOIS

La marche à la scission

LES VELLÉITÉS DE VASSART

GHEZZI EN DANGER

par Jacques MESNIL

AUTOUR DU COMPLOT DE MADAGASCAR

PANORAMA MALGACHE

par J. PERA

NOTES ECONOMIQUES : La fin du koulak et l'avènement de la liberté. — L'impérialisme mussolinien. — Les beautés de « l'actionnariat ouvrier ». — Ghandi et les droits de douane (R. Louzon).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Du 6 mars au 1er mai « politisé » (M. Chambelland). — Leur Congrès de pêcheurs bretons (J. Cornec).

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — La décomposition du parti communiste. — Les listes noires du Consortium textile. — Sémat a-t-il menti ? — La réorganisation du « Daily Hérald ».

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe

Téléphone : Botzaris 31-52

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, MONOGRAPHIES, ENQUÊTES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, (A. Richard, etc.)

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auvrère, J. Baldasse, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, U. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 184-99).

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :
Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Nous avons un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

Reliez vous-mêmes
"La Révolution Prolétarienne"
"LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

France ..... 11 fr.
Etranger ..... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

A PROPOS DE L'INTERVIEW DU "VOLKSSTAAT"

Marx et les Syndicats

La *Lutte de Classes*, qui se dit « revue théorique » de l'Opposition trotskyste, contient, dans son fascicule de mars, un article de J. Graef intitulé *la Position de Marx sur la question syndicale et la « Révolution prolétarienne »*. Ce copieux morceau prétend réfuter un article signé *Jean Glaive* (« Jean Glaive », je l'avoue, c'était moi), qui parut dans la *Révolution prolétarienne*, non pas, comme le croit Graef — qui n'en est pas à une inexactitude près — non pas « il y a quelque temps », non pas « en 1929 », mais en novembre 1926. —

Nos anciens lecteurs se souviennent de cet article. Intitulé *Marx champion de l'autonomie syndicale*, il précédait la reproduction d'une interview de Karl Marx, plus fameuse que vraiment connue (en France, elle était même à peu près ignorée), parue le 27 novembre 1869, dans l'organe des marxistes allemands de l'époque, le *Volksstaat* (le *Vorwaerts* d'à présent).

Sur les quatre-vingts lignes de ladite interview, il y en a tout juste dix-sept qui concernent l'autonomie syndicale. J. Graef, qui trouve moyen de consacrer à ces dix-sept lignes neuf pages massives, s'est bien gardé de les mettre sous les yeux de ses lecteurs, ainsi que nous l'avons fait, « naïfs démagogues » (*sic*) que nous sommes! Graef, lui, ne le fait pas, et, ma foi, il a bien raison — de son point de vue fanatique et sectaire —, car les 17 lignes en question *renversent* littéralement l'interprétation fantastique qu'il en donne.

Reproduisons-les une seconde fois pour ceux de nos lecteurs qui ne les connaîtraient pas encore. Un texte de cette pertinence n'est pas fait pour rester sous le boisseau!

Les syndicats ne peuvent et ne doivent jamais dépendre d'une organisation politique; c'est ce que nous prouve clairement la décadence actuelle de notre syndicat. C'est aussi l'opinion du plus grand économiste et écrivain de notre époque, le docteur (1) *Karl Marx, maître de Lassalle, qui se trouvait à Hanovre il y a peu de temps.*

Ma première question au docteur Karl Marx était celle-ci : « Pour qu'ils soient capables de vivre, les syndicats doivent-ils dépendre d'une organisation politique? »

Il m'a répondu : « Les syndicats ne doivent jamais être associés à un groupement politique ni dépendre de celui-ci, autrement ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient ainsi un coup mortel... »

— Mais, dites-vous, il n'y a pas deux interprétations possibles ; il n'y en a qu'une, celle que vous avez donnée en ces termes : « *En aucun cas les syndicats ne doivent* DÉPENDRE *d'une organisation politique. C'est la thèse même de la* RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE. »

— Eh bien, non, il paraît que ce n'est pas cela du tout, et que c'est même tout le contraire!... Il paraît qu'en interprétant comme je l'ai fait ce brave et bon texte, j'ai montré « une telle ignorance » que le savantissime Graef s'est vu obligé, « dans l'intérêt de la juste orientation des ouvriers révolutionnaires », non pas de leur faire lire le texte de Marx — vous ne voudriez tout de même pas! — mais de les submerger sous une nuée de commentaires dont le moins qu'on puisse dire est que, loin d'éclaircir ce qui est obscur, ils obscurcissent ce qui est clair et laissent au bout du champ « les ouvriers révolutionnaires » un peu plus enténébrés que devant.

(1) Karl Marx était docteur en philosophie.

***

« Pour bien saisir le sens des paroles de Marx, déclare Graef, il faut *avant tout* (c'est lui qui souligne) savoir à *quelle période du mouvement ouvrier*, dans *quelles conditions* et *à qui* Marx les a dites. Autrement, la confusion est inévitable. »

Et là-dessus notre pédant, juché sur sa cathèdre, commence sa leçon. Or, ce qu'il prétend nous apprendre, nous le savons aussi bien que lui; nous l'avons dit nous-même en 1926; et il l'aurait pu lire de ses yeux dans la *Révolution prolétarienne*, si ceux qui l'ont chargé d'y répondre avaient pris la peine de la lui envoyer. Nous l'avons dit plus brièvement que lui, plus clairement aussi, voilà tout.

Non, Graef ne nous apprend rien quand il nous dit qu'en 1869, il y avait en Allemagne des syndicats lassalliens, des syndicats libéraux et des syndicats marxistes. Il ne nous apprend rien quand il nous dit que l'Association générale des ouvriers allemands — l'organisation lassallienne — n'attribuait aux syndicats aucune valeur spécifique et ne voyait en eux que des agents d'influence. Tout cela, nous l'avions dit avant lui. Dans son fatras, il y a pourtant quelque chose à retenir. — Si les lassalliens méprisaient les syndicats, c'était la faute, tout simplement... à Ricardo! Lassalle avait en effet, pour les besoins de sa propagande, emprunté à l'illustre économiste anglais l'idée profondément pessimiste que les bas salaires, voire les salaires de famine, sont fatalement la loi du régime capitaliste. Il la baptisa *loi d'airain* et elle dut à ce nom sonore son succès prodigieux. Cette prétendue loi, dont Marx a démontré la fausseté (1) condamne naturellement les syndicats à tourner sans fin dans un même cercle d'impuissance. A quoi bon lutter pour des augmentations de salaires, si les salaires, semblables au rocher de Sisyphe, doivent retomber toujours, quoi que l'on fasse, à leur niveau le plus bas?

Graef a donc tout à fait raison d'établir un lien de cause à effet entre la fameuse loi d'airain, base de la propagande lassallienne, et le mépris qu'affectaient les lassalliens pour l'action syndicale. Si j'ai négligé de le faire en 1926, c'est que je désirais faire court et que la chose était hors de mon sujet.

Tandis que pour Graef, étant donné le but qu'il veut atteindre, *c'est tout le sujet*. En effet, qu'entend-il démontrer? Que Marx n'a pas voulu dire ce

(1) Ce qui n'a pas empêché récemment le citoyen Montagnon, une des lumières de la droite socialiste dans la Seine, de faire de la loi d'airain une des maîtresses pièces du marxisme. Drôle d'époque où les gens qui se mêlent d'écrire ne savent pas le premier mot de leur sujet!

qu'il a dit — mais qu'il a voulu dire... exactement le contraire!

— Mais il a pourtant bien dit qu'en *aucun cas* les syndicats ne doivent *être associés* à une organisation politique ni *dépendre* de celle-ci?

— Bien sûr, bien sûr! Et cependant vous n'y êtes pas... Ce qu'il a dit n'a pas du tout — mais pas du tout, Graef vous l'assure — le sens que lui attribuent les profanes. Le vrai sens, le sens ésotérique, le voici : en aucun cas « *les syndicats ne doivent être sous la dépendance de la secte lassallienne* ».

Comme dit l'autre, tout est dans tout : il n'est que de savoir l'y mettre!

A l'appui de cette affirmation audacieuse, Graef, bien entendu, n'apporte ni fait, ni preuve, ni même commencement de preuve. Il affirme, et cela suffit. Les ouvriers révolutionnaires n'ont plus qu'à baisser la tête. Silence sur les bancs! Le magister a dit!

Mais nous autres, « chevaliers du syndicalisme » (?!), nous autres, élevés à l'école des *idées claires* et de ce bon vieux *doute méthodique*, auquel nous devons toute la science moderne, les Graef ne nous auront pas comme cela! Ce n'est pas parce qu'ils écriront, à l'usage des Bobignys de tous les pays, de belles phrases comme celle-ci : « *Les syndicats sont la forme socialement conditionnée de l'organisation du prolétariat comme classe* » que nous en serons ébaubis. Et quand ils viendront nous dire, avec aplomb, que le parti communiste (ou tout autre) « *est la conscience de classe concentrée du prolétariat* », nous leur crierons comme Gavroche : Ta bouche!

Nous en avons assez de l'obscurisme russe et du galimatias international! Notre homme nous assure que, aux yeux de Marx, le lassallianisme n'était pas un parti, mais une secte. Ceux qui ont lu la *Critique du programme de Gotha* savent que Marx n'aimait guère les lassalliens, dont le programme n'était qu'une édulcoration assez fade du marxisme, à l'usage des ouvriers allemands d'après 1860. Ni Marx ni Engels, de leur observatoire de Londres, ne pouvaient voir d'un bon œil les réformistes lassalliens gagner, par les syndicats, l'esprit des ouvriers. Mais enfin le texte est là; on aura beau le tordre et le retordre, on n'en pourra extraire ce qu'il ne contient pas.

Si Marx avait voulu dire : Les syndicats doivent s'écarter de celles des organisations politiques qui ne sont en fait que des sectes, il l'aurait dit. Avec cela qu'il se gênait quand il avait quelque chose à dire!... S'il avait voulu dire que les syndicats doivent se défier d'une organisation politique qui, au nom d'une théorie économique erronée, condamne l'action syndicale à une totale impuissance, il l'aurait dit. Il ne l'a pas dit.

Il a dit : « En aucun cas les syndicats ne doivent être associés à une organisation politique ni dépendre de celle-ci. » Rien de plus, rien de moins. Jusqu'à preuve du contraire, je tiens pour établi qu'*en aucun cas* signifie bien *en aucun cas* et non ce qu'il peut plaire à Graef de lui faire dire pour les besoins de sa cause.

⁂

La haute opinion que Marx se faisait des syndicats, il l'a inscrite dans un document que Graef s'imagine visiblement être le seul à connaître. Document capital, et pour ma part je l'ignorais si peu que, dans mon article de 1926, j'en ai fait expressément mention; c'est un projet de résolution rédigé par Marx en 1866 à la veille du premier congrès de l'Internationale. Oui, c'était une conception nettement révolutionnaire que la conception marxiste de l'action syndicale; elle n'était en rien improvisée, elle n'avait rien d'occasionnel; Marx l'avait déjà exprimée maintes fois : en 1847 dans sa *Misère de la Philosophie*; en 1865, dans la conclusion de sa conférence *Salaires, Prix et Profits*, conclusion dont voici l'essentiel :

« Les syndicats ouvriers (*trade-unions*) agissent utilement comme centres de résistance aux empiètements du capital. Leur défaut partiel, c'est de faire un usage peu judicieux de la force qu'ils possèdent. Leur défaut général est de se borner à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu d'essayer en même temps de le changer, au lieu de se servir de leurs forces organisées comme d'un levier pour affranchir définitivement la classe ouvrière, c'est-à-dire pour affranchir le salariat. »

On trouvera plus loin le texte du projet de résolution de Marx sur les syndicats. Nous sommes, en vérité, quasi impardonnables de ne l'avoir pas mis plus tôt sous les yeux de nos lecteurs. Ceux-ci verront combien j'avais raison de faire, en 1926, au sujet du « syndicalisme » de Marx les réflexions suivantes :

« Non seulement les lassalliens ne croyaient pas à la valeur propre des syndicats, mais ils ne cessèrent de leur montrer une défiance qui ne tarda pas à se tourner en hostilité déclarée.

« Il en allait autrement des marxistes. Si les lassalliens ont été les premiers à former des syndicats, les marxistes ont été les premiers à leur attribuer une valeur révolutionnaire spécifique. Il n'est que de relire, pour s'en convaincre, la résolution du congrès international de Genève, rédigée de la main même de Marx. L'interview de 1869 ne fait que renforcer l'impression. Curieux contraste : les lassalliens, qui n'étaient au fond que des réformistes, méprisaient les syndicats; et c'est Marx, le révolutionnaire impénitent, qui s'est fait, contre les lassalliens, le champion de l'indépendance syndicale. ».

Encore un mot. Le dernier trait de Graef à notre adresse est que nous nions *mécaniquement* (?) *toute liaison* (entre partis et syndicats, bien entendu).

Mécaniquement, non. *Expérimentalement, oui.* La liaison ne nous faisait pas trop peur en 1922; mais nous avons appris où elle mène : à la subordination pure et simple, à l'écrasement des syndicats par le parti. Ceux qui ont vu cela (et ce n'est pas fini!), la liaison organique les effraie! Ils n'en veulent plus. Fidèles à une tradition dont les origines remontent en France à 1869 (l'année où, *à côté de l'Internationale*, les socialistes parisiens fondèrent la Chambre fédérale des sociétés ouvrières), ils réclament désormais des syndicats *libres de leurs déterminations et libres de leurs actes*, — « autrement, répètent-ils avec Marx, les syndicats ne rempliraient pas leur tâche et recevraient ainsi un coup mortel ».

Que Graef en fasse son deuil; Marx n'est pas avec lui, mais avec nous. Et même s'il était contre nous, nous garderions notre opinion... contre lui. Car nous ne sommes, nous, ni les hommes d'un seul livre, ni les disciples d'un seul homme.

AMÉDÉE DUNOIS.

DOCUMENT :

Le syndicalisme de Marx et de l'Internationale

Au premier congrès de l'Internationale (Genève, 3-8 septembre 1866), le Conseil général déposa sur les différentes questions de l'ordre du jour un rapport — œuvre de Karl Marx — dont la sixième partie concernait les *Sociétés ouvrières* (*trade-unions*), *leur passé, leur présent, leur avenir.*

Voici le texte de cette sixième partie (nous l'empruntons, en rétablissant deux légères omissions, au t. IV, p. 332-333 de l'*Internationale* de James Guillaume) :

a) Leur passé.

Le capital est la force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle. Donc le contrat entre le capital et le travail ne peut jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot « équitable » le sens que lui attribue une société plaçant les conditions matérielles d'un côté et l'énergie vitale de l'autre. Le seul pouvoir social que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par la désunion. La désunion des travailleurs est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable faite entre eux-mêmes. *Les trade-unions (associations de métiers) originairement sont nées des essais* spontanés *des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence faite par les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat, de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves. L'objet immédiat des* trade-unions *est toutefois limité aux nécessités des luttes journalières du travail et du capital, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot aux questions de salaire et d'heures de travail. Cette activité n'est pas seulement justifiée, elle est nécessaire. On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure; au contraire, les* trade-unions *doivent généraliser leur action en se combinant.*

D'un autre côté, les trade-unions *ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du moyen-âge en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les* trade-unions, *dans leur première capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, elles sont encore plus importantes dans leur dernière capacité, comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature capitaliste.*

b) Leur présent.

Les trade-unions *s'occupent trop exclusivement des luttes immédiates. Elles n'ont pas assez compris leur pouvoir d'action contre le système capitaliste lui-même. Néanmoins, dans ces derniers temps, elles ont commencé à s'apercevoir de leur grande mission historique. Exemples, leur participation au récent mouvement politique en Angleterre* (1), *les opinions plus larges qui se font jour aux Etats-Unis sur leur fonction et la résolution suivante, récemment adoptée par la grande conférence des différents délégués des trade-unions tenue à Sheffield :*

« Cette conférence appréciant à leur juste valeur « les efforts faits par l'Association internationale des « travailleurs pour unir dans un lien fraternel les « ouvriers de tous les pays, recommande très sérieu- « sement à toutes les sociétés représentées de s'affi- « lier à cette Association (2), *dans la conviction que « l'Association internationale forme un élément né- « cessaire pour le progrès et la prospérité de toute « la communauté ouvrière. »*

c) Leur avenir.

A part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, elles doivent maintenant agir consciemment comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. En se considérant et agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober dans leur sein les non-society-men *(hommes ne faisant pas partie des sociétés) ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, elles feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des milliers de prolétaires foulés aux pieds* (1).

(1) Graef prétend que cette phrase concerne le *chartisme*. C'est une bourde de belle taille.

Quand on le prend de si haut avec ses adversaires, quand on les traite d'ignorants et d'imbéciles (« Monatte lui-même comprendra... »), on devrait, quant à soi, faire preuve d'une érudition impeccable. Le moindre faux pas vous couvre de ridicule.

Le « récent mouvement politique » dont parle Marx, n'est nullement le chartisme. Celui-ci, en 1866, était mort depuis dix-huit ans. Marx vise la grande agitation populaire pour la réforme électorale qui se poursuivit en Angleterre dans les années précédant 1867 et à laquelle les chefs trade-unionistes, sortant de leur apathie politique, s'associèrent vigoureusement.

(2) Graef écrit que, « dans les circonstances actuelles », cette adhésion des trade-unions à l'Internationale signifierait adhésion au communisme. Encore une bourde, encore un contre-sens historique. Pourquoi au communisme? Pourquoi pas, aussi bien, au Labour Party ou au Parti ouvrier belge, auxquels la première Internationoale ressemblait infiniment plus (surtout en 1866) qu'à l'Internationale communiste?

(1) Du temps de Marx, le trade-unionisme ne groupait que les ouvriers qualifiés (*skilled*), l'aristocratie du prolétariat. Ce n'est guère qu'après 1889 qu'il commença, comme le lui conseillait Marx, à s'intéresser aux couches les plus déshéritées, les plus misérables de la classe ouvrière.

La marche à la scission

Les velléités de Vassart

La *Vérité* du 28 mars a publié un document extrêmement important. Ce sont des déclarations faites par Vassart, l'un des secrétaires actuels de la C.G.T.U., au dernier Conseil central de l'I.S.R. On se rappelle que c'est à ce Conseil que Losovsky demanda à la délégation française de redoubler d'efforts pour débarrasser la C.G.T.U. de ses éléments minoritaires.

Ces déclarations de Vassart ont été traduites du *Rotes Gewerkschaft Bulletin* (Bulletin allemand de l'I.S.R.) Le Bulletin français s'est bien gardé de les publier. Comme la direction de la C.G.T.U. s'était déjà bien gardée d'appeler des militants de la minorité à faire partie de la délégation. Ni droit de participation ni droit de contrôle dans le travail international. C'est très compréhensible. Les mauvais coups exigent l'ombre et le silence.

C'est un mauvais coup, en effet, qui se prépare, non seulement contre la minorité de la C.G.T.U., mais contre la C.G.T.U. elle-même. Exclure et flanquer à la porte certains Syndicats, peut-être certaines Fédérations, ou les forcer à partir dans un moment de colère, voilà ce que cherchent en ce moment les dirigeants communistes de la C.G.T.U., poussés dans cette triste voie par les dirigeants de l'I.S.R.

La C.G.T.U. ne réchapperait pas d'un mauvais coup de ce genre. Le danger mortel pour elle est certain. Vassart l'avait compris lorsqu'il faisait au

Conseil de l'I.S.R. l'intervention qu'on va lire. Mais il n'avait pas le courage de le dire carrément. Il croyait se prémunir contre le danger en s'abritant derrière Losovsky et derrière des questions de tactique. Abris illusoires. C'est Losovsky, précisément, qui réclame les exclusions. Et une mauvaise action reste une mauvaise action, qu'on l'avoue ou qu'on la démente tout en la faisant. Dans le deuxième cas la mauvaise action se double seulement d'une hypocrisie. Elle se triple même d'une canaillerie lorsqu'on veut rejeter sur ses victimes sa propre responsabilité.

C'est là qu'en arrivait ce pauvre Vassart avec ses velléités de résistance. Fragiles velléités ! Elles n'auront pas duré longtemps. C'était facile à prévoir.

Mais ces velléités, ainsi qu'on va le voir, auront eu le mérite de démasquer la volonté scissionniste des dirigeants de l'I.S.R. et de la C.G.T.U. Ecoutez Vassart :

... Je dois ici constater qu'entre le discours du camarade Losovsky, que nous approuvons entièrement, et la rédaction des thèses qui, à notre avis, doivent être modifiées, il existe une grande différence.

Dans les thèses, il est dit plusieurs fois que les éléments qui s'écartent de la ligne de l'I. S. R. sont s'ores et déjà exclus. Dans un autre endroit, vers la fin(il est dit que nous devons lutter contre les droitiers et les opportunistes et que la conclusion de ce combat doit être leur exclusion des rangs de l'I. S. R.

Nous sommes d'avis qu'il est impossible de maintenir une telle manière de voir. Peut-être ne s'agit-il que d'une erreur de traduction, mais si la traduction est exacte, le texte doit être modifié, car il nous semble dangereux et tout à fait impossible de traiter la question de l'épuration dans le cadre syndical, dans le mouvement syndical, du même point de vue que l'épuration dans le P. C.

En France nous nous trouvons actuellement en période de lutte de tendances particulièrement aiguë, et nous n'avons pas du tout l'intention de saboter cette lutte en aucune manière ni d'épargner nos adversaires. Nous avons plutôt l'intention de les vaincre aussi totalement que possible. Mais, camarades, nous sommes cependant d'avis que, dans cette lutte contre les droitiers et les opportunistes, il faut observer certaines règles tactiques.

En particulier, nous devons nous défendre contre l'affirmation des droitiers et des opportunistes qui présentent le rôle dirigeant du Parti (proclamé par le Congrès de la C. G. T. U.) comme quelque chose qui exclut des syndicats unitaires les non-communistes.

L'opposition syndicale française qui prépare la scission dans les syndicats unitaires jette actuellement cet argument sur le tapis : La reconnaissance du rôle dirigeant du Parti et ses efforts pour diriger les syndicats rendent impossible à ceux qui ne partagent pas les idées communistes, à ceux qui ne sont pas pleinement d'accord avec le P. C. de rester plus longtemps dans les syndicats unitaires.

Naturellement, camarades, nous nous sommes dressés contre une telle déviation et nous avons le plus complètement possible exposé nos véritables conceptions. Le fait demeure toutefois, camarades, que, si dans un document international il est déclaré que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne de l'Internationale en devront être exclus, si on propose comme conclusion à la présente lutte de tendances l'épuration de l'I. S. R., l'exclusion des non-conformistes, nos tâches d'explication et de combat n'en seront pas du tout facilitées.

C'est pourquoi nous pensons que ce point doit être modifié...

Ghezzi en danger

D'après une information venue de Russie (par l'intermédiaire du fonds de secours de l'A. I. T.), Ghezzi, enfermé depuis l'été dernier à la prison de Souzdal, par décision du Guépéou, y aurait été jeté récemment dans un cachot humide et sans lumière.

Dans mes articles précédents (voir la *R. P.* des 15 juillet et 15 septembre 1929), j'ai noté les accusations contradictoires que les pseudo-communistes ont commencé par répandre : Ghezzi, l'adversaire résolu du fascisme, aurait été un espion au service de l'ambassade italienne en Russie; puis, l'accusation étant décidément trop bête, Ghezzi devint un émissaire de l'anarchiste ukrainien Makhno (qui végète depuis des années à Paris et n'a aucune influence).

Mais ce n'est pas tout : un universitaire français, qui s'était rendu en Russie pour étudier les questions d'enseignement et avait bien voulu, sur les instances de quelques amis de Ghezzi, s'informer de son sort, a rendu compte de ses démarches au cours d'une conférence qu'il fit en décembre dernier au Cercle de la Russie Neuve à Paris : au Guépéou à Moscou, on lui promit de répondre à ses questions (ce qui, naturellement, ne fut jamais fait); oralement, on se contenta de lui raconter cette histoire à dormir debout : Ghezzi habitait une villa où il recevait des anarchistes de toute espèce, sans se préoccuper de leur qualité : parmi eux se trouvait un agent du Guépéou qui avait dénoncé ses « menées ». De là son arrestation. On voit de suite ce que vaut cette charmante histoire policière : la « villa » de Ghezzi est une réminiscence transformée du lopin de terre qu'il cultiva en Crimée avec quelques amis, mais le Guépéou a oublié que cela s'est passé en 1923 et que, depuis, Ghezzi a travaillé à Moscou comme ouvrier sans être inquiété.

Mais il y a mieux : c'est ce qu'un petit journal italien *Il Riscatto*, publié à Bruxelles grâce aux subsides du gouvernement de Staline, a raconté tout récemment (numéro du 16 février) : Ghezzi aurait été arrêté le 31 mai 1929 comme faisant partie d'un groupe anarchiste, responsable d'un attentat contre le comité communiste de Moscou, commis en 1927. Donc, le Guépéou qui était instruit des « menées » de Ghezzi, comme nous l'avons vu, par l'un de ses agents, l'aurait laissé travailler en liberté pendant deux ans en plein Moscou, en le sachant complice d'un attentat contre le comité du P. C. ! Ce n'est pas tout : il n'a jamais été question en 1927 de cet attentat dans les journaux soviétiques! Mais le *Riscatto* n'en est pas à un mensonge près : n'affirme-t-il pas que Ghezzi a été condamné par le « Tribunal prolétarien », alors qu'il a été séquestré simplement par ordre du Guépéou, sans autre forme de procès — ce que le Guépéou n'a du reste jamais caché — comme il résulte notamment du témoignage de Vidal-Mata, qui fait de la propagande communiste dans la République Argentine et qui est revenu récemment de Russie, où il s'est intéressé au cas Ghezzi (selon lui, Ghezzi aurait été arrêté à cause de la correspondance qu'il envoyait à Berlin! Voir l'article de Fabbri dans le *Libertaire* du 25 janvier).

Le même journal communiste avait, au début, prétendu (à l'unisson avec les petits journaux communistes italiens de France, chœur bien réglé) que Ghezzi était un espion fasciste! Il l'a déjà oublié : ça n'empêche pas le petit scribe au service du gouvernement de Staline, de prendre, en sortant le nouveau mensonge que je viens de mentionner, le ton le plus important du monde et de prétendre imposer silence aux défenseurs de Ghezzi.

Si, dans un cas pareil, la classe ouvrière ne manifestait pas sa solidarité internationale, elle se préparerait à être la victime d'usurpateurs, qui gouverneraient au nom du prolétariat en interprétant la volonté du prolétariat, exactement comme les prêtres prétendent interpréter la volonté de Dieu!

Jacques MESNIL.

Le Comité pour la libération de Ghezzi vient de publier une intéressante brochure « Au secours de Francesco Ghezzi, un prisonnier du Guépéou ». La demander à la Librairie du Travail. Prix : 1 fr. 50.

AUTOUR DU COMPLOT DE MADAGASCAR

Panorama Malgache

Si nous avons des reproches à faire à nos vainqueurs, c'est uniquement pour leur hypocrisie. Au lieu de nous appeler esclaves, comme nous le leur aurions fait si nous étions à leur place, ils nous appellent hypocritement enfants.

IKOTOFETSY.

Rébellion

Le 19 mai de l'année dernière, M. Dussac, un colon français, devait donner dans une salle de cinéma de Tananarive une conférence politique sur le sujet suivant : « Madagascar, ses besoins, ses aspirations, ses revendications ».

Partisan militant de l'émancipation des indigènes et « bête noire » de l'administration, Dussac s'était bien gardé d'annoncer une réunion publique. La loi de 1881 prescrit, en effet, diverses conditions à la tenue de réunions publiques et notamment la qualité de *citoyen* français des membres du bureau ; au contraire elle ne prévoit aucune restriction à l'organisation de *conférences privées*. Les milliers de cartes d'invitation lancées dans la population indigène étaient ainsi distribuées à l'ombre de la loi.

Mais l'indigénat ou plutôt le bon plaisir et la frousse d'un gouverneur général n'ont que faire de la loi française. Après le succès éclatant du journalisme indigène, Dussac allait inaugurer une nouvelle forme de lutte contre l'oppression coloniale. A tout prix il fallait l'en empêcher. Aussi dans la soirée du 18 mai, la Sûreté lui faisait-elle savoir que les « sujets » français, c'est-à-dire les indigènes, ne seraient pas autorisés à assister à sa conférence privée.

Lorsque Dussac, Abraham Razafy (le secrétaire de la Fédération malgache du Parti socialiste), Jules Ranaivo et d'autres camarades arrivèrent devant la salle de réunion, ils la trouvèrent gardée par la police. 3.000 personnes impatientes et joyeuses étaient à la porte attendant les orateurs. Apprenant l'insulte qu'on lui faisait, la foule se dressa toute vibrante. Si la réunion avait été simplement interdite, passe encore ! Mais cette prohibition frappant les seuls indigènes, c'était une provocation. Si le gouverneur Berthier, qui a quarante-cinq ans de Madagascar, avait toujours vu les indigènes se courber sous n'importe quelle cravache, pour une fois il allait voir autre chose. Et la foule voulait bousculer la police et foncer dans la salle... Cependant, juché sur les épaules de camarades, Dussac parlait. Il soulignait l'illégalité et le caractère esclavagiste de la mesure prise et concluait : « Puisque la réunion n'est pas pour tout le monde, elle ne sera pour personne ? Et puisqu'il faut être citoyen pour avoir le moindre droit, allons tous chez Razafy rédiger vos demandes de naturalisation ? »

Ainsi on n'avait pas voulu que les indigènes apprissent ce que c'est qu'une réunion publique, mais on leur révélait le secret d'une arme bien plus puissante, la manifestation de rue. Et ils s'en donnaient à cœur joie ! « Le défilé passait ainsi par les principales artères de la ville aux acclamations délirantes de toute la population en liesse », écrivait un jeune Malgache les jours qui suivirent. Et n'imputez pas ces adjectifs à une exagération méridionale (ou plutôt australe). Ils sont sincères. Le Malgache a le sang chaud et c'était un grand événement. Un événement insoupçonné. Grossi sans cesse de nouvelles recrues, le cortège s'avançait vers la demeure de Razafy, en prenant le plus possible le chemin des écoliers, aux cris de « Liberté! Liberté! » « Vive Dussac! », « Vive Razafy! », « Tous des citoyens! », « Finie la peste (1) ! », « Droit de réunion! », « Nous ne voulons plus d'Olivier ! ». Ils chantaient aussi la *Marseillaise*, chant révolutionnaire et, surtout, chant des citoyens : « Enfants de la patrie ».

Arrivés devant la Résidence, les manifestants marquèrent un temps d'arrêt, reçurent quelques horions de la part de policiers et de tirailleurs sénégalais, eurent quelques camarades arrêtés puis relâchés, conspuèrent dignement le gouverneur Olivier, organisateur des travaux forcés et spoliateur des terres indigènes, puis reprirent calmement leur route. Devant la demeure de Razafy, but de la promenade, il y eut encore quelques harangues, puis dislocation pleine d'enthousiasme.

« 14 Juillet malgache »

L'impression fut formidable, dans les deux camps. Profiteurs et victimes de la colonisation réagirent absolument comme si un acte décisif avait été accompli. Mais malgré les proportions inexplicables de l'affolement blanc, l'enthousiasme indigène ne cessa pas de le dépasser. Pour la première fois depuis la conquête, ils avaient osé dire ce qu'ils voulaient en pleine rue, devant la Résidence, à la barbe des policiers et des sénégalais ! La nouvelle se répandit immédiatement dans les provinces ; dans chaque village c'était le même commentaire : « Nous aussi nous voulons faire la même chose ». Un mot fit fortune : « Le 14 Juillet malgache ! » Aucune bastille n'avait été prise, c'est vrai ; au contraire, on laissait quelques camarades en prison ; mais qu'était-ce que cela ? Pour la première fois on s'était compté. Et on s'était trouvé tous ! Et tous criaient ce que depuis des décades personne n'osait dire même tout bas : 14 Juillet, la vague populaire anonyme et dont la foi renverse les murailles (2) !

(1) Cette maladie qui sévit officiellement dans l'île depuis une dizaine d'années, a été transformée par l'Administration en instrument d'oppression. Les mesures sévères prescrites par elle visent les seuls *sujets*. Tout blanc, tout Chinois riche et même tout Malgache naturalisé, échappe à l'obligation des injections réitérées de vaccin et peut voyager sans passeport sanitaire. C'est de cette « peste politique » que les indigènes réclament la fin.

(2) Et puis le 14 juillet de l'impérialisme est d'une célébration particulièrement pénible aux Malgaches. Pour bien comprendre ce fait, un petit rappel d'histoire est nécessaire. C'est sous le proconsulat de Galliéni et le ministère de Rasanjy que cette fête fut imposée aux Malgaches. Mais qui était Rasanjy? Et comment devint-

Encore à Bordeaux

Un observateur de Sirius trouverait peut-être exagéré cet enthousiasme indigène. Mais que ne dirait-il pas de l'affolement blanc ! On se figurerait qu'on peut être impérialiste sans perdre tout discernement et verdir de frousse à la première occasion. Pas à Madagascar.

A la Résidence, se croyant assiégé par cette foule qu'il avait amassée lui-même, mort de peur, le gouverneur intérimaire Berthier réclamait de l'artillerie et voulait télégraphier en France pour annoncer la révolte.

— Mais c'est une manifestation! disait le secrétaire général Béréni, celui qui perdait le moins la tête.

— Non ! Non ! Je vous assure, c'est la révolution ! »

Mais il paraît que même Berthier n'était pas assez énergique : « Qu'il est bête! Qu'il est bête, cet imbécile de Berthier! », clamait un gros colon qui devait plus tard siéger comme juré dans le procès. Qu'est-ce qu'il attend pour faire mitrailler tout ça ? » Mais, fort heureusement, l'artillerie et les mitrailleuses ça ne vient pas avec la vitesse d'un coup de frousse ! La manifestation était terminée lorsque ces engins arrivèrent... Une mitrailleuse fut hissée sur la Résidence ; mais elle n'empêcha pas M. Berthier d'aller, en bon disciple de Poincaré, coucher à Bordeaux, je veux dire à Ambohidratrimo, à quarante kilomètres de Tananarive.

Quant à la population bourgeoise blanche non officielle, elle ne fut guère plus digne. D'abord complètement affolée, elle donna naissance à des légendes sans beauté : tous les cuisiniers malgaches, par exemple, devaient le même jour empoisonner la nourriture de leurs *vazahas* (blancs). Puis elle se jeta dans les bras de quelques royalistes sans consistance, vagues journalistes empruntant à Daudet l'ordure, l'hystérie à Mussolini (le talent à personne), et distillant ces pauvres choses sous le soleil des tropiques. Donc, huit jours après l'événement, quand les frousses commencèrent à se calmer, les bourgeois de Tananarive se réunirent à la Chambre de commerce. Ils parlèrent « d'expéditions punitives ». Mais comme des perroquets... car de pareilles choses ne sont pas possibles à quelques centaines de sauvages (1) blancs noyés dans une masse noire résolument antifasciste. (Pour parler le langage de la conférence d'Essen, « le fascisme est idéologiquement vaincu à Madagascar »)... Ces partisans de l'action directe expédièrent ensuite aux autorités métropolitaines un télégramme demandant des secours et parlant d' « *armes por-*

---

il ministre? Laissons parler un témoin, Jean Carol, alors directeur de l'Imprimerie officielle de Tananarive. Il a raconté ces faits dans un livre remarquable : « Chez les Hova » (Ollendorf 1898), qui eut une fortune singulière : toute l'édition fut achetée et détruite par l'Administration! Il n'en reste plus que quelques exemplaires dont une demi-douzaine au maximum à Madagascar :

« Du jour de son arrivée dans l'île, le général Galliéni résolut de débuter en faisant « un exemple ». Deux Malgaches de distinction — il ne savait encore lesquels — seraient arrêtés, déclarés coupables de complicité avec les rebelles et mis à mort devant le peuple de Tananarive. Comme il était assez embarrassé sur le choix à faire, il appela dans son Conseil un fonctionnaire civil qui jouissait de toute sa confiance. Le débat ne fut pas long. Il y eut d'abord unanimité pour désigner le vieux prince Ratsimamangue, oncle de la Reine. Ratsimamangue était un macrobite ridicule, qui n'inspirait de sympathie à personne, pas même aux indigènes. Si la justice dépendait de la figure qu'ont les gens, Ratsimamangue était digne du poteau. Mais les Malgaches eux-mêmes sont d'avis que cela ne suffit pas. Le noble étant choisi, la discussion s'ouvrit sur le « bourgeois », — car il avait été arrêté en principe qu'on fusillerait un Andriane et un Houve. Les uns penchaient pour Rasanjy, secrétaire général du gouvernement indigène; les autres, pour Rainandriamampandry, ministre de l'Intérieur. Le fonctionnaire civil appelé au Conseil était du nombre de ces derniers. Comme il inspirait, ai-je dit, beaucoup de confiance au général, il fut invité à motiver ses sentiments.

« — Rasanjy, déclara-t-il, est un homme sans aucune conscience. Avide d'honneurs et de richesses, il vendrait sa patrie pour quelques deniers. Vous le trouverez toujours disposé à se ranger du côté du plus fort. Il vous fera toutes les bassesses que vous exigerez; il remplira toutes les *missions* dont vous le chargerez. Il faudra même surveiller son zèle, parce que, ayant beaucoup d'ennemis personnels parmi les indigènes, il massacrera au cri de : « Vive la France! » un tas de gens que nous n'avons aucun intérêt à voir disparaître. Somme toute, son infamie nous sera utile.

« Quant à Rainandriamampandry, je professe pour lui une vive estime et je l'honore de mon amitié. C'est, incontestablement, la plus belle conscience de tout le pays. On ne lui connaît qu'un ennemi : Rasanjy. Tout le monde le respecte. Grand travailleur, bon patriote, il a, jadis, comme maître d'école, beaucoup contribué à répandre l'instruction à Madagascar, et, l'année dernière, comme soldat, il nous a opposé sa brillante défense de Farafate. Vous me demanderez s'il est dangereux? Non, il ne l'est plus. C'est un résigné. Il a déclaré à M. Banchot qu'il acceptait les faits accomplis, et M. Banchot, qui le connaissait depuis longtemps, sachant que l'on pouvait compter sur sa parole, lui a fait donner, par le général Duchesne, la charge de ministre de l'Intérieur. Seulement, si l'on peut se fier à sa parfaite loyauté, l'on ne peut attendre de lui ni un zèle éclatant ni les complaisances nécessaires.

« Je conclus : nommez Rasanjy premier ministre et faites fusiller Rainandriamampandry. »

Un avis aussi bien déduit triompha de toutes les hésitations : le nom de Rainandriamampandry fut accolé à celui du prince. Et l'on décida que les choses ne traîneraient pas en longueur. On était au samedi 10 octobre, et l'on voulait que tout fût fini pour le vendredi suivant, jour où devait paraître le prochain numéro du *Journal Officiel*, alors hebdomadaire...

L'arrestation des « prévenus » eut lieu le lendemain dimanche, 11 octobre, à 4 heures du soir.

Le *lundi matin* 12, le directeur du *Journal Officiel* reçut des mains d'un officier d'Etat-Major la copie en deux textes (français et malgache) du communiqué et de la proclamation qui devaient être insérés au prochain numéro de l'*Officiel*. Cette copie relatait : l'arrestation qui avait eu lieu la veille, le jugement du Conseil de guerre qui allait siéger, le pourvoi en grâce que les deux condamnés formeraient le lendemain, le rejet du pourvoi par le Conseil de revision à la date du 14, et la mise à mort du jeudi 15. » (J. C. : *Chez les Hova*, pp. 272, 273, 274.)

...Ensuite Galliéni fit expulser la malheureuse reine Ranavalna et avec elle diverses princesses dont Razafinandriamantre. Celle-ci était grosse de neuf mois (les militaires n'ont que faire de ces considérations!) et ce voyage de huit jours de montagne et de deux jours de mer lui coûta la vie.

... « Peu de jours après, on vit une délégation de notables houves se porter au quartier général, remercier le Maître de sa « bonté » et le prier « d'y mettre le comble » en voulant bien ordonner deux choses :

1° Que la fête nationale du fandranane fût désormais remplacée par celle du 14 juillet;

2° Que les ancêtres royaux dormant dans les sépultures d'Amboutrimangue, la ville sainte, fussent transférés à Tananarive et placés sous la sauvegarde de l'armée française.

Bien que dictée par lui et réalisée par l'instrument docile de Rasanjy, le général put dire que cette démarche était le triomphe de sa politique. » (P. 271.)

(1) L'expression n'est pas de moi. Elle est d'un travailleur algérien rencontré dans un train de banlieue : « Tu ne désires pas retourner travailler en Algérie? — Ah! non, mon ami, les colons, là-bas, ils sont sauvages! » ...Oh! les « pionniers de la civilisation », que vous êtes bien jugés par vos victimes!

tées contre la France » ! Ils votèrent enfin une résolution où l'on trouve diverses choses : l'espoir que l'administration saura exercer des vengeances indirectes, des paroles voulant être énergiques : « Les *fahavalos* (2) doivent être traqués et mis dans l'impossibilité de nuire. Si l'état de guerre civile doit exister entre nous et les meneurs de désordre, autant s'avertir des deux côtés et commencer sans tarder ». enfin une résolution de boycott : « Nous tous qui représentons ici les partisans de l'ordre, tant européens qu'indigènes, nous prenons l'engagement ferme de chasser de nos entreprises non seulement ceux de nos employés qui ont pu prendre part à la rébellion de dimanche, mais encore tous ceux qui entretiennent ou attisent ce mouvement séditieux ».

A quoi un camarade indigène répondait :

« Vos visées, Messieurs les partisans de l'Ord...u...re, mais elles sont belles ! C'est maintenir éternellement les indigènes dans l'esclavage, c'est-à-dire sous le statut de sujets, lesquels sont corvéables, taillables, emprisonnables, exploitables et affamables à merci, afin de remplir vos coffres-forts et d'édifier vos scandaleuses fortunes avec les produits de leur travail !... Et maintenant, Messieurs les partisans de l'ord...u...re, boycotteurs des faibles et des malheureux, sachez que nous autres indigènes, nous pouvons parfaitement vivre sans vous, nous pouvons nous dispenser complètement de vos indésirables personnes et de vos méprisables capitaux, tandis que vous, vous ne pouvez pas vous passer de notre travail. »

Cet indigène avait raison. Rentré chez lui, chaque capitaliste trouva que cette résolution votée à l'instigation du journaliste marécageux était bien belle mais très gênante dans son cas particulier... De bons employés, c'est précieux ! Et si le boycott put être appliqué dans des établissements à patron anonyme comme l'administration et les banques, il ne le fut pas chez les capitalistes privés. Dans certains cas même, la pression administrative fut impuissante : le chef de province de Tamatave fait appeler par deux fois un commerçant de la ville : « Comment vous ne l'avez pas encore flanqué à la porte ce révolutionnaire, cet ami de Ralaimongo ?

— Monsieur l'administrateur, c'est un bon employé.

— Eh bien, je vous en donnerai un meilleur !

— Bien, monsieur l'administrateur, mais donnez-m'en un qui ait déjà travaillé chez moi pendant cinq ans ! »

En somme ce n'est guère qu'indirectement, par l'intermédiaire de la machine Etat que les capitalistes purent se venger. Ainsi le mot de *rébellion* fut pour la première fois prononcé à cette réunion de la Chambre de commerce, huit jours après la manifestation. Immédiatement le Parquet, docile, inculpait de *rébellion* seize des trois mille manifestants.

La plus grande curiosité de Madagascar

C'est par ces poursuites dénommées « Complot de Madagascar » que l'opinion française fut touchée et que le prolétariat se rendit compte de l'existence d'un mouvement revendicatif malgache.

Mais je me demande comment en France vous vous représentez les choses.

Deux erreurs sont à éviter quand on envisage un mouvement colonial : d'une part, raisonner sur les travailleurs coloniaux absolument comme nous le ferions pour nous-mêmes ou des camarades d'un autre pays d'Europe (on oublie dans ce cas que les camarades coloniaux ne sont pas comme nous de libres prolétaires, mais bien plutôt des esclaves) : d'autre part, considérer qu'il existe une grande différence d' « évolution » entre ces camarades et nous, considérer qu'ils sont « plus bas » dans l' « échelle », qu'ils sont « primitifs » alors que nous sommes « évolués ». En somme, il faut éviter de confondre l'identité de nature humaine avec l'identité des procédés d'exploitation impérialiste et la dissemblance des procédés d'exploitation avec une inégalité de valeur ou de mérite.

Ces deux sortes d'erreur ne sont d'ailleurs pas, quoi qu'il semble, exclusives l'une de l'autre. Le même individu passe facilement de l'une à l'autre. « Méfiez-vous des nouveaux débarqués », me disait à Alger un vieux camarade : « En quittant le bateau, ils se pavanent dans des théories humanitaires et vous traitent d'esclavagiste ; quinze jours après, à la première occasion, ils cognent sur l'Arabe beaucoup plus fort que les vieux colons ». C'est un fait d'expérience.

Et même les deux erreurs peuvent coexister. Surtout quand il s'agit d'un mouvement colonial très lointain et auquel on ne se croit pas directement intéressé. Supposons par exemple un copain de France, pur métropolitain, sincère et de culture moyenne. Il lit dans *l'Huma* le « Complot de Madagascar ». Il peut très bien *en même temps* se dire : « Ben! ça gaze chez ces copains-là ; mais faut qu'ils renforcent leurs syndicats unitaires et leurs cellules, et surtout qu'ils démasquent les S.F.I.O. qui font des déclarations patriotiques. Faut qu'ils leur expliquent que c'est tous des social-traîtres », et, *en même temps*, garder dans un coin de sa conscience la notion que Madagascar, île africaine, est peuplée de tribus africaines ou négroïdes tout à fait primitives. Peu lui importe le contradictoire de cette double opinion : deux minutes après il lit le récit d'une réunion où on a empêché de parler les minoritaires !

Eh bien, puisqu'il s'agit de Madagascar, déblayons le terrain. Tout de la deuxième opinion est faux. *Madagascar n'est pas peuplée d'Africains primitifs.* 1° Parce que le primitivisme des Africains est une notion qui demanderait à être révisée (elle se réduirait sans doute au seul fait, pour ces peuples, de n'avoir que rarement et pour peu de temps constitué de très vastes Etats ; elle est en tout cas dénuée de base dans l'acception si commode et flatteuse pour nous de bêtise cruelle) ; 2° Parce que les Malgaches, dans leur majorité ne sont pas des Africains mais des Asiatiques. Les *Houves* ne se rapprochent d'aucune population africaine, mais au contraire des Malais et des Maoris. C'est une population (ou une classe : houve signifierait bourgeois) très intelligente — et même intellectuelle — que la mousson porta sur l'immense grève de la côte Est on ne sait quand, mais il n'y a pas bien longtemps : deux ou trois siècles, et qui, au XIXe siècle, était parvenue à constituer à Madagascar un Etat aussi vaste que l'île. « La frontière de mon royaume est l'Océan », disait à titre de programme, Andrinampouinimerne, le roi sage et conquérant, le Charlemagne de l'histoire malgache.

L'Etat malgache était une machine moderne. Il était pourvu comme tout Etat qui se respecte de ministres, de militaires, de juges, d'un code (très démocratique), de très peu de prisons et d'une école de médecine. Vous me direz qu'une seule Faculté c'était bien peu pour un pays aussi vaste ; mais c'était bien suffisant pour trois millions d'habitants. Comme le Japon, Madagascar était ainsi, à des milliers de milles de l'Europe, un pays d'organisation européenne. Que n'avait-elle la puissance de résister aux griffes de l'impérialisme ! Rien n'eût vraisemblablement empêché alors un bel épanouissement. Ses habitants

(2) Rebelles.

étaient tout à fait capables de développement intellectuel. Ils stupéfiaient Jean Carol qui les observa avant et peu après l'annexion. « La plus grande curiosité de Madagascar, écrit-il, ce sont les Malgaches » (ou plus précisément les *Houves*). Actuellement encore les jeunes Houves sont étonnamment curieux des choses de l'esprit. Hasfeld se plaint qu'on ne lise plus en France ; eh ! bien, je l'assure qu'il ne connaîtrait pas pareille déception s'il arrivait à monter une « Librairie du Travail » à Madagascar. ...Cette disposition d'esprit explique peut-être pour une part le caractère intellectuel, juridique et de propagande de la « *rébellion* » actuelle.

Mais l'impérialisme ne va pas aux antipodes pour y découvrir des valeurs intellectuelles. Il n'a désir que de bénéfices.

L' « Ile Rouge » présentant des richesses naturelles, n'étant habitée que par une population trop peu nombreuse pour la défendre, était une proie tout indiquée pour lui.

La destruction de cette civilisation naissante, de cet Etat à l'orée de son développement était ainsi virtuellement décidée dès les années 1870-75, date fatale de l'apparition de l'impérialisme dans le monde.

Le petit peuple malgache eut dès lors à traverser de dures épreuves. Ce furent d'abord l'action diplomatique et l'espionnage des missionnaires anglais et français (protestants et catholiques) ; puis, Rome l'ayant emporté sur Londres, la conquête militaire française avec tout un cortège de rapines et d'expropriations sous prétexte de rébellion ; puis l'établissement d'un protectorat transformé l'année suivante (1896) en annexion pure et simple ; puis la révolte de 1905 avec la série d'atrocités qui suivit en guise de répression ; enfin la phase de « mise en valeur économique », but de toute l'action antérieure, surtout terrible depuis la guerre.

La mise en valeur

La seule base de la valeur étant le travail, on pourrait croire que la mise en valeur d'un pays c'est sa « mise au travail ». Mais cette définition serait tout à fait insuffisante, car une seule sorte de travail intéresse l'impérialisme : celui qui est fait à son profit.

Par conséquent, « mettre en valeur » un pays c'est, pour l'impérialisme, chercher à extraire de la population de ce pays la plus grande quantité possible de plus-value.

Le problème consiste à faire passer les habitants du pays de la condition de producteurs libres à celle d'exploités.

Comment peut-on y arriver ?

Eh bien, l'impérialisme dispose de centaines de moyens. Ils se ramènent tous d'ailleurs à trois catégories de faits que voici, dans l'ordre de leur importance croissante dans le Madagascar de 1929.

La « création de besoins »,
La prolétarisation,
La contrainte pure et simple.

Le premier moyen est très hypocrite. « Créons-leur des besoins et ils travailleront pour les satisfaire ». Beau programme ! Qu'il paraît humain et logique dans les salons de Londres et de Paris ! Qu'il laisse surtout entrevoir la possibilité d'agréables bénéfices commerciaux supplémentaires! Car jusqu'ici les populations indigènes n'ont jamais été des débouchés; si elles allaient le devenir !

Malheureusement, dans les colonies, et à Madagascar en particulier, on n'a encore trouvé qu'un moyen de créer des besoins à l'indigène, *c'est de l'accabler d'impôts*. Ainsi le sujet français malgache est imposable à partir de 16 ans (les citoyens à 21 ans). Il paie théoriquement les mêmes impôts que les blancs, mais il s'y ajoute en fait un important prélèvement sur le capital (taxe sur les bœufs), des cotisations obligatoirement volontaires (1) et des « amendes collectives » pour les motifs les plus futiles.

Le moyen est bon. Drapé dans sa grande dignité, le gouverneur général prescrit : « Les indigènes retardataires dans le paiement de leurs impôts... seront admis sur les chantiers de l'administration en vue de procurer les sommes nécessaires pour acquitter le montant de leur taxe »... Et, plus malins encore, les administrateurs commencent par « coller » les retardataires à « l'indigénat » (5 jours de travail gratis!) pour qu'il soit bien prouvé qu'ils ont réellement besoin de travailler.

Mais vous me direz qu'on aurait sans doute pu « créer des besoins » aux indigènes par d'autres moyens, par exemple en les habituant à manier de l'argent. Utopie ! Il aurait fallu pour cela une politique de hauts salaires, et que serait devenue la plus-value ? En fait, les salaires journaliers évoluent entre 3 et 6 francs (plus quelques hectogrammes de riz). D'autre part, j'ai eu entre les mains le titre de pension d'un ancien soldat réformé n° 1, atteint d'une invalidité de 100 %. Il indiquait, rouge sur blanc, la somme fantastique de six cents francs par an. Le huitième de ce qu'on donne à un blanc dans les mêmes conditions. Et n'invoquez pas le bon marché de la vie aux colonies : tous les blancs de Madagascar vous diront que la vie y est aussi chère qu'en France.

Prolétarisation

Mais ceci n'est qu'amusette. Aux colonies comme ailleurs, le véritable rêve des capitalistes est l'existence d'un prolétariat, c'est-à-dire qu'une classe d'hommes dont le seul rôle et la seule possibilité soient la création de plus-value pour le compte d'autrui.

Et pour créer un prolétariat, sous les tropiques comme dans les zones tempérées ou glaciaires, il n'y a qu'un moyen : *l'expropriation*.

A Madagascar, il y a d'abord une expropriation que l'on pourrait appeler virtuelle. C'est l'interdiction aux indigènes d'exploiter certaines richesses de leur pays. Ainsi les « sujets » français ne peuvent pas obtenir de permis de prospection minière. (Alors comme ils sont les seuls à savoir où se trouvent les cailloux intéressants, ils se vengent en se gardant de révéler leur secret à aucun vazaha). De même des indigènes ne peuvent pas fonder une société financière ou industrielle. S'ils voulaient le tenter, il leur serait nécessaire de trouver un conseil d'administration européen ; personnellement ils ne pourraient être que simples actionnaires.

Mais le fait important, c'est l'expropriation paysanne, l'arrachement de l'homme à la terre. Elle est

(1) Vous ne savez pas ce que c'est? Eh bien, voici un exemple. A l'occasion de l'arrivée du Gouverneur général à Ambilobé, le 5 août 1928, l'Administration résolut de lui offrir, par souscription, un vin d'honneur : « afin de stimuler le zèle un peu indolent des populations indigènes de cette vaste région, l'Administration eut l'idée géniale de taxer chaque village qui devait réunir une somme fixe, à fournir par les habitants de cette collectivité. En sus de l'argent, certains villages durent fournir à l'Administration des volailles, du riz, des œufs, des bœufs, des porcs. De sorte que l'Administration vigilante avait prévu non seulement un vin d'honneur à offrir au Gouverneur général, mais encore des œufs d'honneur, des poules d'honneur, des canards d'honneur, des oies d'honneur, des bœufs d'honneur, des vaches d'honneur... » (*Opinion*, n° 29)... et les seules taxes en argent imposées aux villages, s'élevaient au coquet total de 10.025 francs pour un vin d'honneur de 1.500 francs.

pratiquée depuis la conquête, et son rythme ne se ralentit pas, je vous assure. Elle traversa d'abord une phase militaire et anarchique. C'était la dépossession violente sous prétexte de « rébellion » et de complicité avec les rebelles (1). Absolument comme en Kabylie en 1871. Cette période s'étend à peu près de la conquête à la fin de la révolte de 1905. Puis il y eut la période de colonisation civile, les expropriations étant sinon réglementées, du moins limitées par les engagements solennels de Galliéni. Enfin, depuis 1926 et grâce à M. Olivier, nous avons vu décréter l'expropriabilité générale des terres indigènes.

Pendant la deuxième période, les indigènes se trouvaient protégés par la décision de Galliéni de respecter le statut foncier indigène. Les indigènes ne se trouvaient ainsi pas tenus d'avoir des titres de propriété selon la loi française, mais étaient considérés comme propriétaires de leurs terrains quand ils pouvaient par témoignage faire la preuve de leur mise en valeur, et surtout quand ils y avaient leurs tombeaux de famille. Les spoliateurs se trouvaient ainsi gênés. Mais ils s'arrangeaient tout de même. Le « vénérable » de la loge de Diégo-Suarez n'a-t-il pas ainsi accaparé plusieurs milliers d'hectares des terres les plus fertiles? Et ces dernières années encore, trouvant insuffisant l'accaparement de toute cette région qu'il est incapable de mettre en valeur, n'a-t-il pas dépossédé la vieille Ramora, une pauvre femme de 60 ans, à qui il enlevait tout ce qu'elle pouvait avoir : terrain, canal, rizière et volailles?... La pauvre Ramora est aujourd'hui au chef-lieu administratif « ne sachant comment vivre ». Sa tristesse n'empêche pas le vénérable d'écrire dans son journal : « De même qu'il serait odieux et coupable aujourd'hui de molester ces malheureux Malgaches dans leur travail ou de les chasser des terrains qu'ils ont si courageusement mis en valeur, il serait également inhumain de ne pas s'intéresser à eux dans la mesure du possible... »

Un autre rapace d'envergure est le sieur Bouttemy, directeur de la société « La Mahavavienne ». En 1923, 2.000 hectares lui sont octroyés, mais comme les terres indigènes voisines le gênent, il s'en empare tout simplement par la force : « ... C'est le seul terrain qui nous reste pour subvenir à notre famille. Nous avons déraciné les troncs de tsimiranja et plusieurs d'entre nous y ont commencé à labourer et à planter. Maintenant, M. Bouttemy est venu sur ce lieu, faisant construire des maisons, et nous a empêchés de travailler, et ses employés nous chassent avec des menaces... » Cette plainte à l'administrateur était signée de 152 noms de *tokonolona*

---

(1) Voici un exemple de la façon dont on s'arrangeait pour, non seulement appliquer, mais amplifier la méthode. C'est un entretien qui fut sténographié dans la coulisse. Il avait lieu entre une brave fille nommée Raisoa (prononcez Réjou) et l'un de ces vazahas (blancs) fort approuvés, fort bien vus, qui professent aux colonies le mépris de tous les scrupules dont est faite chez nous la conscience des honnêtes gens.

Le vazaha. — Raisoa, je t'ai priée de venir pour te demander si tu veux me vendre ton jardin d'Antanarène?

Raisoa (sans aucune nuance d'étonnement, bien qu'elle ne s'attendît pas à cette ouverture et que jamais la pensée d'aliéner son cher jardin ne lui fût venue). — Hé! hé! (cette double interjection, prononcée vite, sur deux notes, en hochant légèrement la tête, signifie un non très catégorique).

Le vazaha. — Tu ne veux pas me vendre ton jardin? Si pourtant, je t'en donnais un bon prix...

Raisoa (mentant). — Je ne peux pas le vendre car il est à mon frère autant qu'à moi.

Le vazaha. — Qu'est-ce que tu me chantes? Je sais qu'il est à toi seule. Ton frère n'y a aucun droit. Je suis parfaitement renseigné. Tu es une menteuse.

Raisoa (sans regarder son interlocuteur). — Moi, je suis une menteuse?

Le vazaha. — Oui, toi.

Raisoa (calme). — Ce sont les vazahas qui sont des menteurs.

Le vazaha. — Ah! Bah!

Raisoa. — Certainement. Ils ont dit qu'ils apportaient la justice à Madagascar, et ils ne l'ont pas apportée.

Le vazaha. — Pas de politique : Raisoa, tu en as déjà trop fait.

Raisoa. — Moi?... Je ne me suis jamais occupée des affaires du Fandzakona (gouvernement).

Le vazaha. — C'est bien, je connais ce que je connais. Je veux ton jardin, tu vas me le vendre.

Nouveau refus suivi d'un long silence. Le vazaha s'efforce de convaincre Raisoa. Il déprécie le jardin qui est d'un accès difficile, mal exposé, planté de manguiers trop vieux ou trop jeunes. Et puis situé dans un quartier d'où la vie se retire. ...Chaque jour cette propriété perd de sa valeur. L'occasion est donc favorable.

Le vazaha. — Profite de la fantaisie que j'ai pour ton jardin. Dans peu de jours, elle pourrait m'avoir passé. Quand je ne serai plus disposé, tu regretteras.

Raisoa, d'ailleurs riche, n'est nullement tentée. Elle ne veut pas vendre, elle ne vendra pas, lui offrît-on un prix triple de la valeur. Toutefois, cédant au besoin de parler, elle parle pendant trois quarts d'heure, entremêlant à un savant éreintement de son jardin, l'éloge du frère dont elle essayait de se couvrir et le récit d'un voyage que celui-ci a fait récemment dans le nord de l'Imerne.

Le vazaha (après plusieurs signes d'impatience). — Finissons-en. Je t'offre 250 piastres!

Le jardin en vaut 700. Devant cette proposition impudente, Raisoa ne manifeste aucune indignation et se borne à sourire ironiquement. Le vazaha tire les pièces de son tiroir, les fait sonner, les compte, les étale sur la table comme pour leur faire tenir plus de place. Raisoa ne se retourne même pas et continue de parler.

Le vazaha (d'un ton significatif). — Je t'ai dit que je voulais ton jardin. C'est dans ton intérêt, ma bonne Raisoa. Préfères-tu qu'on te le confisque? On a confisqué les maisons et les rizières de Ranaro.

Raisoa pâlit un peu. Elle sait qu'une accusation de complicité avec les rebelles est facilement accueillie.

Le vazaha. — Ranaro était ton amie, ta grande amie; n'est-ce pas,Raisoa?

Raisoa jette un regard furtif d'épouvante, se mord les lèvres et ferme ses yeux pour refouler une envie de pleurer. Se sentant perdue, elle accepte le débat d'argent avec cet homme, qui ne ferait pas tort d'un centime (du moins on me l'assure) à ses compatriotes.

— Deux cent cinquante piastres tout de suite, c'est bon à palper! déclare le vazaha remuant les pièces.

— Deux cent cinquante tout de suite..., vrai de vrai?

Elle commence à craindre que l'offre, déjà si ridicule, ne soit en outre fallacieuse. Habituée aux procédés de l'ancienne tyrannie aristocratique « dont nous sommes venus débarrasser le pays », elle s'étonne intérieurement qu'avec la position où s'est placé son acquéreur, il n'abuse pas davantage.

— *Marina dia marina!* (vrai de vrai!) affirme celui-ci, d'un air généreux.

— Tu me fais tort, se débat Raisoa de plus en plus calme.

— De combien crois-tu que je te fais tort? ricane l'autre, scandalisé. Dis un peu, pour voir, ce que vaut ton jardin?

— Je ne sais pas.

— Moi, je l'estime à 250 piastres.

— Mon frère dit qu'il en vaut 1.000.

— Ton frère est un fahavale (rebelle).

Raisoa hausse les épaules.

— Signe. Voilà 250 piastres.

— Donnes-en au moins 400.

— Ça vaut 250, pas un souamène de plus.

Après un silence :

— Ajoute 50 piastres.

— Zut! si tu insistes, je vais en retirer.

Alors Raisoa tout à fait glaciale :

— Je m'en f...!

Elle signe, prend l'argent et rentre chez elle, pour pleurer tout de bon, cette fois.

JEAN CAROL : « *Chez les Hova* », pp. 55, 56, 57, 58.

(chefs de village). Une autre disait : « ... Ledit monsieur (Bouttemy) nous a défendu de continuer à cultiver dans nos rizières, à entretenir nos champs de manioc, de bananiers, de patates... Il défend aussi d'enterrer les morts dans notre tombeau sans son autorisation; cependant tous nos ancêtres ont vécu dans ces contrées... Une rivière appelée Mahébo où nous abreuvions nos animaux nous est interdite. »

Dira-t-on que l'administration favorisait Bouttemy dans un but de progrès technique? Lisez le rapport officiel de l'expert Poirier, inspecteur des Provinces, après enquête sur place : « ... Fait remarquable, si autrefois les gens d'Ampondralava retournaient la terre à la bêche, se contentant pour vivre d'un lopin de terre, aujourd'hui ces mêmes indigènes allongent leurs sillons dans ces plaines unies et fertiles à la charrue; les cultures s'étendent... C'est au moment où, à Ampondrolava, les procédés de mise en culture du sol se perfectionnent, au moment où le désir légitime d'agrandir ses plantations talonne le paysan indigène, que la colonisation européenne qui l'avait déjà refoulé du Nord vers le Sud, le traque à nouveau, l'étreint, l'enserre... La colonisation européenne l'oblige à se restreindre quand il voulait s'étendre... tend à l'attacher à la terre du colon, à le priver d'une part des fruits de son labeur en l'obligeant à partager ses récoltes cueillies sur la terre d'autrui. »

Après un rapport aussi catégorique, force resta... à Bouttemy.

Mais ce n'était pas assez pour le monsieur. Lisez l'affaire du pauvre Dimasy, telle que des indigènes l'ont racontée dans *l'Opinion de Diégo-Suarez* :

« ... Un indigène nommé Dimasy, père d'une nombreuse famille : 9 enfants, dont le premier a 11 ans et le dernier 6 mois... a reçu de M. Bouttemy une sommation de quitter le village qu'il habite, avec toute sa famille et ses enfants depuis environ 12 ans.

« Dimasy a répondu qu'il n'avait pas d'ordre à recevoir de M. Bouttemy de quitter son village. M. Bouttemy a donné ordre immédiatement à ses antandroy de démolir immédiatement les 7 cases et 3 greniers qui se trouvaient dans le village. Les trois greniers contenaient des gaddy qui constituaient toute la récolte de riz de l'année.

« Dimasy, avec tous ses pauvres enfants, était obligé de coucher à la belle étoile sous les cocotiers pendant quelques jours... Se sentant fort par la complicité administrative, M. Bouttemy a fait venir trois charrettes avec ses antandroy enlever tout ce qui appartenait à Dimasy, savoir : riz gaddy, noix de coco, matelas, bêches et accessoires, marmites et tous ustensiles de ménage.

« Après avoir embarqué ces objets dans les charrettes, M. Bouttemy donna ordre à ses hommes de ligoter Dimasy qui resta attaché et mis au soleil tête nue de 2 heures du matin à 4 heures du soir. C'était dans la journée du 19 mai 1927.

« ... Ne sachant où rester, toute la famille de Dimasy est actuellement à Diégo-Suarez dans des misères horribles. »

Vous vous étonnez que l'administration reste calme devant ces procédés un peu violents d'expulsion par destruction d'immeubles? Vous êtes naïfs! Quand des indigènes ne veulent pas déguerpir, c'est l'administration elle-même qui met le feu aux villages. Les agglomérations d'Ampiro et de Béontandra furent ainsi réduites en ruines en 1928 au profit d'une grosse société...

Mais toutes ces spoliations n'allaient pas sans résistance de la part des victimes. Forts des promesses de Galliéni (loi locale du 9 mars 1896), les indigènes résistèrent parfois avec tant d'énergie que l'administration dut leur appliquer de sévères sanctions telles que déportation et emprisonnement (1). Et c'est pour enlever toute base légale à ces résistances légitimes que le Service des Domaines a conçu et fait promulguer le terrible décret spoliateur de 1926. Aux termes de l'article 29 de cet acte de banditisme, « l'Etat est présumé propriétaire de tous les terrains non bâtis ni enclos qui, au jour de la promulgation dans la colonie du présent décret, ne sont pas possédés par des tiers en vertu de titres fonciers d'immatriculation ou de titres réguliers de concession ». Comme Galliéni avait formellement dispensé les indigènes de l'obligation d'immatriculer leurs propriétés, comme d'autre part les terrains de culture de quelque importance ne sont jamais enclos, le décret de M. Olivier est la proclamation de l'expropriabilité de toutes les terres indigènes. C'est crâne, n'est-ce pas?... Mais le courage a des limites : M. Olivier n'a pas osé faire traduire son décret et le publier dans le *Gazetim fanjakana* (édition en langue malgache du *Journal officiel*). Son mauvais coup est devenu exécutoire par sa seule publication en français au *Journal officiel de Madagascar*. Cela lui suffit.

D'ailleurs, quelle importance ont les textes? La raison du plus fort est toujours la meilleure! Le décret déclare expropriables les terrains « non bâtis ni enclos ». Or, Robert Rampanary avait un terrain aménagé en rizières au moyen de canaux d'irrigation et *bâti de treize cases*. Il en a bel et bien été dépossédé. Il est vrai qu'il est un « ami de Ralaimongo » et un des fondateurs du journal *l'Opinion*.

(*A suivre.*) J. PÉRA.

(1) Affaires de Nossi-Varika, Diégo-Suarez, etc...

Un vieil article de Marcel Cachin

Empruntons à la *Vie Socialiste* qui le reproduit ce vieil article — tiré de l'*Humanité* du 24 juillet 1918 — où Marcel Cachin disait leur fait aux bolcheviks.

Nous ne sommes pas des bolcheviks et pas plus que Merrheim nous ne voulons signer, comme ils l'ont fait, un traité nouveau de Brest-Litovsk. Depuis l'exécution de Mirbach, les bolcheviks se sont tellement rapprochés du gouvernement allemand que celui-ci les prend ouvertement en tutelle. La lecture des grands journaux bourgeois est, à ce point de vue, très significative et troublante. C'est le propre journal du kronprinz qui déclare « qu'il est plus facile de travailler avec Lénine qu'avec n'importe qui ». Je n'ai pas lu sans stupeur les paroles officielles de Tchitchérine à la gare de Moscou au moment où il venait saluer en un discours obséquieux le cadavre de Mirbach partant pour la Prusse. Et les révolutionnaires de partout voient avec effarement la police des bolcheviks se mettre au service de Berlin pour traquer et fusiller les socialistes qui ont débarrassé leur pays de l'usurpateur.

La Russie actuelle est une « marmite de sorcière prête à faire explosion ». La malheureuse population slave se montre incapable de sortir de cette énorme anarchie où tout se dissout. Songeons dès lors que nous avons ici, en France, une situation assez grave pour nous absorber tout entiers. Au reste, c'est ici même, en notre pays meurtri que se règlera le destin du monde. Ne distrayons pas nos pensées ni nos forces de ce front essentiel. Aussi bien, si nous résistons sur notre sol, si nous parvenons à obliger à la paix raisonnable et wilsonienne une Allemagne dégrisée, la convention générale qui sera conclue à ce moment et à laquelle participeront les Russes eux-mêmes, règlera démocratiquement toutes les questions en suspens. Par conséquent, c'est en France que les Alliés peuvent agir le plus efficacement pour venir en aide à la Révolution russe.

NOTES ÉCONOMIQUES

La fin du koulak et l'avènement de la liberté

Nous avons déjà attiré l'attention à plusieurs reprises (1) sur la profonde transformation qui s'opère dans l'agriculture de l'U. R. S. S., depuis que Staline a abandonné la politique de Boukharine pour celle de l'Opposition. La rapidité, avec laquelle la « collectivisation » des terres s'opère, est telle qu'elle dépasse même les prévisions que nous indiquions en décembre dernier. D'après la *Vie Economique des Soviets* (du 20 février) il est permis dès maintenant de penser que, *dès l'année prochaine*, la *totalité* des terres sera exploitée collectivement dans les régions de la Volga inférieure, de la Volga moyenne, du Caucase-Nord, des steppes ukrainiennes, du sud-ouest de la Sibérie, et dans la plus grande partie de la région centrale des Terres-Noires, c'est-à-dire toutes les régions de grandes plaines à blé; ailleurs, on pense que la collectivisation comprendra les deux tiers des exploitations, sauf dans les régions de culture intensive où elle n'en comprendra que la moitié.

Tous les renseignements, notamment ceux contenus dans la fort importante lettre de Russie qu'a publiée dans ses « documents » la *R. P.* du 1er mars, et même ceux de source bourgeoise, le confirment : la « collectivisation » de l'agriculture s'effectue à une vitesse considérable.

D'autre part, un décret du 1er février aurait supprimé tout droit à l'affermage des terres et à l'emploi de salariés agricoles dans les régions à collectivisation généralisée. Nous avons assez protesté, il y a quatre ans, contre le décret stalinien d'extension de l'affermage et du salariat agricole, pour ne pas saluer d'enthousiasme ce nouveau décret stalinien qui en est exactement le contre-pied.

Nous avons dit et le répétons : la suppression du cultivateur individuel, à laquelle, sous la pression conjuguée des faits et de l'Opposition, Staline a dû se résoudre, est un fait absolument capital, qui n'a rien à voir avec les imbéciles réquisitions forcées de blé auxquelles Staline avait procédé il y a deux ans; ce n'est pas un « zig-zag », c'est, comme le disait le correspondant de la *R. P.*, une seconde révolution. En supprimant la culture individuelle, en supprimant toute possibilité d'accumulation paysanne individuelle, les chemins se trouvent coupés pour tout retour insidieux du capitalisme, ce retour qui était si menaçant ces dernières années. Il n'y a plus de possibilité pour le capitalisme de se rétablir en U. R. S. S., si ce n'est par une révolution.

Mais cette liquidation du koulak par la suppression de toute économie paysanne individuelle, détruit le seul prétexte qui restait pour museler le prolétariat.

L'excuse que donnait la bureaucratie de sa dictature était qu'il fallait se défendre contre les masses paysannes petites-bourgeoises; si le Guépéou relâchait son emprise, le prolétariat russe allait être submergé par les 100 millions de paysans.

Prétexte! Car si la dictature pouvait, à juste titre, être considérée comme nécessaire à l'égard du paysan propriétaire, il ne s'ensuivait point qu'elle devait être pratiquée aussi à l'égard de l'ouvrier prolétaire. Liberté du prolétariat n'implique nullement liberté du koulak! Tout au contraire. Si le prolétariat avait réellement exercé sa dictature, s'il avait joui de la liberté, sans laquelle il n'est pas dictateur, il est bien certain que ne se seraient point produits les errements de ces dernières années; la collectivisation des terres n'aurait pas attendu, pour commencer, douze années après Octobre.

En tous cas, aujourd'hui, le paysan individuel va disparaître; pas plus à la campagne qu'à la ville il ne restera de possibilités sérieuses d'accumulation individuelle; donc pas de racines possibles pour le capitalisme; dans ces conditions, il n'y a même plus l'ombre d'un prétexte pour la dictature.

Si celle-ci, malgré tout, subsistait, il apparaîtrait, aux yeux même les plus obstinément fermés, qu'il ne s'agit plus d'une dictature du prolétariat, d'une dictature du prolétariat sur d'autres classes puisqu'il n'y a plus que des prolétaires; qu'il ne peut donc s'agir que d'une dictature *contre* le prolétariat, d'une dictature de la caste bureaucratique sur le prolétariat.

Le danger capitaliste disparaissant avec la collectivisation des terres, le danger de la consolidation d'une caste bureaucratique exploitant et tyrannisant le prolétariat, subsiste seul, et même il ne fait que s'étendre. Il est énorme. Et terriblement difficile à vaincre. On ne pourra le vaincre que par la liberté.

Pour vaincre la bureaucratie, il faut le contrôle ouvrier. Et pour que le contrôle ouvrier puisse être un véritable contrôle, il faut la liberté; il faut que l'ouvrier jouisse d'une liberté réelle et garantie. Non point, bien entendu, la liberté purement formelle des démocraties bourgeoises qui n'apporte de libertés de fait qu'aux riches, mais la liberté réelle qui assure à tout travailleur, non seulement le « droit », mais la possibilité matérielle, de penser, de parler et d'agir. Le koulak est mort, — ou, tout au moins, en train de mourir; mais le bureaucrate dictateur est encore roi : du fait de la disparition du koulak, la dictature bureaucratique sera plus facile à tuer, mais elle reste à tuer.

P. S. — La note ci-dessus était écrite avant que ne soient connus l'article de Staline, et la circulaire qui y fit suite, sur les excès de la collectivisation.

Ce que contiennent ces documents n'a, en soi, rien de bien grave. Que les paysans qui entrent dans une exploitation collective puissent garder, en propriété individuelle, leurs poules et une vache (une seulement), cela ne mettra pas en péril le socialisme; des poules et une vache ne sont pas suffisantes pour servir de base à l'accumulation, pour permettre à certains d'acquérir les moyens d'exploiter leurs semblables. Par contre, des poules, une vache, ça fait partie de la famille! On comprend que les paysans aient tenu à en garder individuellement la jouissance, comme on désire avoir individuellement la jouissance de son lit ou de son chapeau.

La seule question importante est de savoir si article et circulaire ne signifient pas plus qu'ils ne disent, s'ils ne sont pas, en réalité, l'amorce d'un renversement, plus ou moins complet, de la politique de collectivisation de l'agriculture suivie depuis un an.

Que l'esprit zigzaguant et sans principes de Staline médite un tel renversement, c'est possible; mais l'œuvre de collectivisation est maintenant trop avancée, l'allure à laquelle elle s'est poursuivie montre trop combien elle correspondait aux nécessités et aux désirs de la « base » — car combien d'autres décrets, staliniens ou autres, parce qu'ils ne satisfaisaient

(1) Voir *R. P.* des 15 août et 15 décembre 1929.

pas à cette condition, sont restés lettre morte — pour qu'il soit possible de revenir en arrière. La suppression du koulak, la suppression de toute possibilité d'accumulation capitaliste par la collectivisation de la culture, subsistera et continuera, quelles que soient les intentions véritables de Staline. Les bourgeois qui chantent déjà victoire (voir, par exemple, *l'Information* du 18 mars) devront bientôt déchanter.

L'impérialisme mussolinien

On se rappelle peut-être qu'il fut un temps (voir *R. P.* de décembre 1926) où Mussolini avait des visées sur la Turquie. Le sud de l'Anatolie lui aurait convenu parfaitement pour en faire une colonie italienne. Malheureusement, la Turquie de Mustapha Kemal était un morceau trop gros pour lui ; pour conquérir la région d'Adalia il lui aurait fallu, au moins, l'aide de l'Angleterre, et celle-ci, toute échaudée encore de l'aventure grecque, ne marcha pas : Il ne resta donc à Mussolini qu'à rentrer ses griffes; c'est ce qu'il s'empressa de faire ; la « tension » italo-turque disparut.

L'Anatolie n'en continua pas moins à intéresser vivement Mussolini, seulement sa manière changea ; ce fut désormais la patte de velours. Ce qu'il n'avait pas osé se risquer à obtenir par la violence, il se mit à tenter de l'avoir par la douceur. Depuis deux ou trois ans, il n'est amabilité qu'il ne fasse à Kemal.

Sa dernière est d'importance. Le Trésor turc étant, ces derniers temps, en difficultés, et la « Banque ottomane », banque franco-anglaise qui a l'habitude de traiter avec la Turquie en semblables occasions, tenant la dragée haute, la « Banque Commerciale Italienne », instrument habituel de l'impérialisme mussolinien, s'empressa d'offrir à l'Etat turc l'argent dont celui-ci avait besoin, sans conditions. Ce fut naturellement accepté d'emblée et nos Franco-anglais de la Banque Ottomane restèrent le bec dans l'eau.

Autre chose.

En Albanie, Mussolini vient de compléter toute la série de mesures politiques et économiques par lesquelles il a établi son protectorat de fait dans ce pays, par la création de l'unité monétaire entre l'Italie et l'Albanie. Désormais les billets de banque italiens auront cours en Albanie ; et l'or albanais — car les Albanais emploient encore beaucoup l'or comme moyen de paiement — aura cours en Italie.

Ainsi, coup double : renforcement de l'union entre les deux pays, et drainage vers les caisses de la Banque d'Italie des quantités importantes d'or qui existent dans les poches des Albanais.

Après ses coups de fanfare du début de sa dictature, Mussolini poursuit maintenant sans bruit, mais plus efficacement, sa mainmise sur la Méditerranée orientale : *mare nostrum*, comme ils disent !

Les beautés de « l'actionnariat ouvrier »

Les Américains avaient eu une idée mirifique, aussi mirifique que toutes leurs idées. Pour supprimer la lutte de classes, il était un moyen bien simple : c'était de faire de l'ouvrier un capitaliste. Pour cela il n'y avait qu'à lui donner, ou plus exactement, à lui vendre, des actions des entreprises où il travaillait.

Ces « actions du travail » eurent, de fait, une grande vogue, ces dernières années. Il n'était guère de grande entreprise qui n'émettait de temps en temps des actions réservées à son personnel, et auxquelles celui-ci pouvait souscrire à un prix légèrement inférieur à celui auquel étaient cotées, en Bourse, les actions similaires.

Tant que dura la « prospérité », alors que la Bourse ne cessait de monter, tout alla bien : les ouvriers touchaient de copieux dividendes et voyaient le cours de leurs actions monter, c'était parfait ! Avec la crise, il a fallu déchanter. Toutes ces « actions du travail » sont actuellement à des cours inférieurs à ceux auxquels elles avaient été vendues par ces « bons patrons » à leurs ouvriers, si bien que le résultat final des « actions du travail » est tout juste d'avoir dépouillé les ouvriers d'une part de leurs économies, et cela juste au moment où la venue du chômage leur rend indispensable d'y avoir recours.

Il paraît que les ouvriers américains jurent maintenant, mais un peu tard, qu'on ne les y reprendra plus !

Gandhi et les droits de douane

Quand l'agitation nationaliste reprend aux Indes, l'Angleterre use d'un remède qui, jusqu'ici, a été infaillible : elle permet à l'Inde d'élever ses droits de douane sur les cotonnades.

L'industrie textile, notamment celle du coton, est l'industrie essentielle de l'Inde. Par l'élévation des droist de douane, l'immense marché de l'Inde est réservé plus complètement aux produits des fabriques hindoues, et celles-ci, du même coup, peuvent vendre plus cher.

Lorsque l'Angleterre était sûre de l'Inde, elle refusait à l'Inde d'établir des droits de douane afin que les cotonnades anglaises pussent à leur aise inonder l'Inde, et elle imposait même aux cotonnades hindoues un droit à l'exportation afin que celles-ci ne pussent concurrencer les cotonnades anglaises sur les marchés extérieurs. Mais, au fur et à mesure que grandissait le mouvement d'indépendance, l'Angleterre a dû permettre des droits de douane, de plus en plus élevés, et supprimer les taxes d'exportation.

Cette fois encore elle n'a pas manqué de se livrer à sa manœuvre : à la menace de la proclamation de la désobéissance civile, elle a répondu par l'augmentation de 11 à 15 % des droits de douane sur les filés et tissus de cotons à leur entrée dans l'Inde.

R. Louzon.

Le Collier de Perles

L'interview est terminée. Je demande à M. Ludwig s'il a vu M. Briand. Il me répond affirmativement et me déclare :

— M. Briand est un des plus sûrs guides de la nouvelle Europe.

(Interview de Ludwig par Pietro Nenni. *Le Soir*, 26 mars.)

⁂

« La nécessité d'avoir un Parti en possession d'une théorie précise et une organisation appropriée à cette même théorie ne peut plus être méconnue que par les imbéciles indécrottables ou les contre-révolutionnaires résolus. »

Humanité, 13 mars 1930.

⁂

« Vouloir que le syndicat ait une vie indépendante, c'est vouloir réaliser un syndicalisme de secte, un syndicalisme affaibli, c'est faire la besogne des patrons. »

(Déclaration de Claverie au Comité national de la C. G. T. U., *Humanité* du 16 mars.)

LA
RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Après le Comité National de la C. G. T. U.

Du 6 Mars au Premier Mai " politisé "

Les dirigeants communistes de la C.G.T.U. ont introduit, voilà déjà longtemps, le mot d'autocritique dans leur vocabulaire, mais bien naïfs ceux qui penseraient qu'il s'agit là de la saine méthode consistant à exercer la critique de ses propres faits et gestes. Non ! L'autocritique telle que la conçoivent et telle que la pratiquent les dirigeants communistes de la C.G.T.U., c'est la critique des autres, la critique des militants des syndicats, considérés comme seuls responsables des « faiblesses » et des « erreurs ». Mais surtout qu'on ne touche pas à la « tête », qu'on laisse les maréchaux et les généraux tranquilles !

Cette réflexion me revenait à l'esprit au cours des séances du dernier Comité National de la C.G.T.U., où le bureau confédéral s'est soigneusement abstenu de faire l'autocritique et même la critique tout court de la grande journée de lutte du 6 Mars. Il n'y eut pas de tableau d'ensemble des résultats obtenus ; les secrétaires d'Union régionale ne sont pas montés à la tribune pour dire comment le 6 mars s'était passé dans leur coin. La raison en est claire. C'est que dans la presque totalité des grands centres industriels de la province, le 6 mars est passé inaperçu. A Paris et en banlieue, mis à part le chômage *déjà traditionnel* et le meeting des ouvriers du Bâtiment, il n'y eut pas le moindre mouvement, même pas chez les chauffeurs de taxi qui ont négligé de suivre les mots d'ordre lancés, sans conviction il est vrai, par leur bureau syndical. Relisez par exemple le compte rendu essoufflé que *l'Humanité* a donné du 6 mars en banlieue.

De Courbevoie à Saint-Cloud, le rédacteur n'a vu que les camions de la Préfecture de Police, « premières provocations aux travailleurs qui se rendaient vers leurs entreprises »; il a constaté que *l'Humanité* s'était bien vendue dans les kiosques ; il mentionne qu'à midi des tracts furent distribués aux portes des usines, puis que, l'après-midi, dans « maints ateliers » on « discuta activement (*sic*) les mots d'ordre de la journée ».

Le 6 mars, ce devait donc être une journée de « discussion » des mots d'ordre ? Pour les coins industriels qui s'étendent de Levallois à Saint-Denis, le rédacteur de *l'Humanité* écrit : « On rencontre de telles forces policières sillonnant le pays qu'on a l'impression nette d'une journée révolutionnaire. » A ce compte-là, il n'est vraiment pas difficile d'avoir « l'impression nette d'une journée révolutionnaire. » « Toutes les usines ont été touchées : ici chômage général, là, chômage partiel... » Ici, où? Là, où ? Le rédacteur de *l'Humanité* ne fournit aucune précision. Dans Saint-Denis la rouge, que s'est-il passé ? A une heure, distribution de tracts dans *une* usine, chez Hotchkiss. « Chez Combes (Cuirs et Peaux) un camarade peut prendre la parole et développer le but de la manifestation du 6 mars *devant 40 travailleurs* qui empêchent la police d'intervenir. » 40 travailleurs ! Voyez d'ici la formidable réunion ! Dans une autre usine, le rédacteur a compté « 80 % de chômeurs l'après-midi ». 80 % sur quel effectif? Et c'est tout pour Saint-Denis la rouge...

Même en se battant les flancs, les dirigeants communistes et les pauvres types qui rédigent *l'Humanité* n'ont pu parvenir à présenter l'apparence d'un mouvement de masse. Il est vrai qu'une journée de lutte contre le chômage, de lutte révolutionnaire, ne l'oublions pas ! pouvait difficilement réussir dans un pays que le chômage commence seulement d'atteindre. D'autre part, les militants de base des syndicats et du Parti, les exécuteurs, commencent à être bougrement fatigués de ces « journées » qui se succèdent avec tellement de rapidité qu'à peine remis de la surprise de l'une, il faut préparer l'autre... Le 6 mars leur est tombé du ciel, et ils n'ont même pas eu le droit de faire observer que le temps réservé à la préparation était insuffisant. Il fut dit et écrit que c'était crime d'opportunisme que de se plaindre du manque de temps.

Après cela, il n'y a pas lieu d'être surpris de ce que le C.C.N. n'ait point consacré au moins une demi-journée au 6 mars. On peut difficilement discuter autour de ce qui n'a pas existé. Et, tout comme le C.C.N. de décembre, ce C.C.N. fut surtout occupé par une série d'interventions plus violentes que jamais, contre la minorité. Cela, notez-le, sous le prétexte de préparer la « grève politique de masse » pour le prochain Premier Mai.

Je passerai sur les nombreuses attaques des évêques et des archevêques confédéraux. Je dirai simplement qu'elles marquent les progrès de notre minorité dans la province. De nombreux congrès d'Unions régionales viennent de se tenir et de révéler une augmentation assez sensible du nombre des syndicats minoritaires. Petit à petit, les yeux s'ouvrent. Lorsqu'un loustic vient nous « agonir » à la tribune du C.C.N., nous pouvons être certains qu'il y a, là-dessous, une avance minoritaire dans sa région. Pour toute réponse, nous devons faire comme le nègre, continuer...

Avant le C.C.N., la Conférence Nationale du Parti avait eu à connaître du prochain Premier Mai, et, alors que, depuis un mois, nous n'entendions parler que de « grève politique de masses », voici que les dirigeants communistes ont introduit un nouvel adjectif dans la formule ; ils disent maintenant : Grève revendicative et politique de masses. » Cela me rappelle une intervention de Le Gall, le secrétaire des terrassiers parisiens, le jour où, pour la première fois, la « grève politique » est venue devant la Commission Exécutive Confédérale Politique, je veux bien, déclara-t-il en substance, mais il faut dire aussi : revendicative.

Evidemment, ayant derrière lui un fort syndicat corporatif, Le Gall sent tout le danger de la formule sèche : il sait très bien qu'il lui serait impossible de faire marcher les terrassiers dans un mouvement purement politique (1).

On a ajouté le mot « revendicative », mais la chose n'a pas tellement changé. Car la « politisation » des grèves, ce n'est pas seulement cette douce folie de crier à tous les échos — comme le font les patrons

(1) Gitton vient de subir un sérieux échec chez les terrassiers cimentiers du métro parisien qui ont refusé de généraliser une grève par solidarité avec 700 lockoutés, sentant que, du côté patronal, on ne craignait pas la grève. Malgré tous ses efforts, Gitton a été battu et, par trois fois, il fut empêché, par les gars du bâtiment eux-mêmes, de poursuivre son discours.

— que toutes les grèves sont politiques. C'est aussi et c'est surtout la direction des mouvements de grève par le Parti communiste, aux lieu et place des syndicats considérés désormais comme suspects et comme incapables parce qu'ils réunissent des ouvriers de toutes tendances. Le Premier Mai « politisé », ce sera un Premier Mai entièrement dirigé par le Parti communiste. Dès maintenant, l'on a décidé que la C.G.T.U. s'exprimerait officiellement par les journaux des cellules communistes d'usines. Une « tournée de masse » doit être effectuée en avril par des orateurs du Parti et de la C.G.T.U.

Sans vouloir jouer les prophètes, l'on peut assurer les dirigeants communistes qu'avec leur « politisation » du Premier Mai, ils vont tout droit à un « four ». La confiance des ouvriers dans le Parti communiste diminue de jour en jour, et cela se comprend ! On lit encore *l'Humanité*, on vote encore pour le candidat communiste (de moins en moins d'ailleurs...) mais on ne répond plus aux appels à l'action, on ne vient plus dans les meetings, on ne descend pas dans la rue. L'ouvrier qui lit dans *l'Humanité* la manchette « tous dans la rue! » prend régulièrement ça pour son voisin.

Les dirigeants communistes ont imaginé de préparer « au travers » — c'est l'expression consacrée aujourd'hui — du Premier Mai politique de masse, une « grève illimitée de revendications dans la Métallurgie (P. Semard, *Internationale Communiste*, n° du 10 mars). C'est là un pur bluff ! Les dirigeants communistes ont été incapables de faire aboutir les quelques mouvements partiels qui se sont déclanchés ces derniers mois dans la région parisienne. Ils ont été incapables de remonter les effectifs de ce pauvre Syndicat des Métaux. Ils connaissent aussi bien que quiconque l'impossibilité actuelle d'un mouvement général dans la Métallurgie. Seulement, comprenez-vous, il faut en mettre plein la vue à Moscou...

Les dirigeants communistes veulent faire faire le Premier Mai dans les Services Publics, alors que, l'année dernière par exemple, cette catégorie était restée au travail, les Syndicats, en accord avec les organismes centraux, n'ayant pas donné l'ordre de grève. Je les assure qu'ils vont tomber sur un beau bec de gaz, à commencer chez leurs propres amis de tendance.

Ils ont amené la Fédération des Cheminots à proposer à ses syndicats un double mot d'ordre : grève de vingt-quatre heures pour les ateliers, arrêt d'une heure dans le service roulant. Ce dernier mot d'ordre apparaît particulièrement extravagant si l'on songe qu'en 1919, sauf erreur, l'arrêt fut de trois minutes, et en 1920, d'un minute seulement. Les cheminots seraient donc vingt fois plus radicalisés qu'en 1919 et soixante fois plus qu'en 1920 ! Au Conseil fédéral qui vient de se réunir (21 et 22 mars), un à un, les secrétaires de secteurs sont venus dire à la tribune l'impossibilité d'appliquer un tel mot d'ordre. Alors le bureau fédéral s'est piteusement « dégonflé » et ce n'est que le 20 avril qu'il fixera les mots d'ordre précis pour le 1er Mai chez les cheminots.

Sans doute, les ouvriers du Bâtiment parisien serviront-ils, une fois encore, de troupes de choc, sans doute les chauffeurs de taxi feront-ils grève, peut-être avec moins d'empressement que les années précédentes, mais, à un mois du Premier Mai, on ne sent pas, dans le prolétariat, ce « courant d'enthousiasme » que réclamait devant le C.C.N. le secrétaire confédéral Bourneton. L'enthousiasme ne se fabrique pas sur commande, et ce n'est pas la « politisation » du Premier Mai qui le provoquera, bien au contraire !

M. CHAMBELLAND.

LES SABOTEURS ONT PASSE LA...

Leur congrès des pêcheurs bretons

La situation des camarades pêcheurs, ainsi que celle des travailleurs et travailleuses de la conserve, est des plus lamentables sur les côtes bretonnes. Plusieurs dizaines de mille de prolétaires subissent là les rigueurs d'un travail très pénible et une exploitation des plus féroces.

Le manque d'organisation, le défaut de liaison entre les divers ports et centres usiniers en sont les causes véritables. Ce prolétariat si durement opprimé a cependant montré, par de nombreuses grèves, qu'il était capable de lutter pour l'amélioration de son sort. Malheureusement, entre deux coups durs, il délaisse le syndicat.

D'autre part, avec leurs méthodes de centralisation à outrance et leur fameux resserrement à l'aveuglette, les communistes ont négligé la base. En remplaçant les syndicats locaux par un syndicat régional, ils ont abouti au néant. J'ai souvent combattu cette mentalité dans nos congrès. J'ai toujours été battu par « l'appareil ». Malgré cela, je reste convaincu qu'il faut, avant tout, faire vivre un syndicat de pêcheurs et un syndicat de l'alimentation dans chaque localité. Je dis un *syndicat*, avec son administration propre, son bureau, ses militants, sa trésorerie et non une vague *section* d'un syndicat régional lointain. Ensuite, il faut constituer un *bureau régional* chargé de coordonner les revendications, le travail, la propagande des syndicats locaux.

Ce n'est pas la seule erreur commise par nos chefs unitaires. Ceux qui ont juré de démolir la C. G. T. U., ceux qui appliquent la fameuse formule du rôle dirigeant du Parti, viennent de subir en Bretagne une cuisante défaite.

Le P. C. avait décidé, par-dessus la tête de la 16e U. R., d'organiser un congrès des pêcheurs et des travailleurs de la conserve à Douarnenez, les 22 et 23 mars. De nombreux articles ont été publiés en vue de ce Congrès; une conférence de militants du parti s'est tenue il y a un mois; des réunions préparatoires ont eu lieu dans les ports. Bref, une mise en train sérieuse semble avoir été faite.

Le résultat? Un fiasco lamentable!

D'après l'*Humanité* elle-même, le congrès s'est ouvert samedi 22 mars, *devant les délégués de deux ports*. L'après-midi, il y eut, paraît-il, *sept ports représentés, mais pas une usine de conserve*.

Sept ports, alors que la Bretagne en compte une centaine! Aucune usine, alors qu'il en existe, au bas mot, cent cinquante en Bretagne!

Devant cet échec complet, le Congrès s'est transformé en conférence. La discussion s'est poursuivie, dit l'*Humanité*, *« entre quelques délégués des travailleurs de la C. G. T. U. et du Parti communiste »*. En l'absence des intéressés, elle ne peut guère être utile. Tout au plus permet-elle de faire paraître dans l'*Humanité* quelques articles auxquels on s'ingénie à donner l'allure d'un compte rendu.

Lorsque, au récent Congrès de la 16e U. R. (congrès dont aucun journal communiste n'a soufflé mot), j'ai demandé qu'on laisse à l'Union régionale le soin d'organiser les travailleurs de la conserve et les pêcheurs, j'ai été battu : L'U. R. entendait réserver ce soin au parti. La victoire de mes adversaires de tendance doit être aujourd'hui bien amère pour eux! Evidemment, ils ne feront pas une autocritique sérieuse des causes de cet échec. Ils refuseront de voir là le sort que les travailleurs de la côte ont fait au « rôle dirigeant du parti ».

Quoi qu'il en soit, la situation n'est pas brillante. Tout est à reprendre. Avec moi, tous les minoritaires doivent réclamer que l'U. R. prenne seule la responsabilité de l'organisation du prolétariat de la côte et renvoie à ses affaires le P. C. et son équipe de saboteurs des syndicats unitaires. — Jean CORNEC.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MARDI 11 MARS. — A Dunkerque, grève générale de solidarité avec les bateliers en grève.

Angleterre. — Le cabinet travailliste est mis en minorité de 8 voix sur un point de son projet de loi sur les charbonnages.

MERCREDI 12. — La Chambre, à six voix de majorité, adopte, malgré Tardieu, une proposition relative à la gratuité progressive de l'enseignement secondaire.

Inde. — Ghandi commence sa tournée d'agitation pour l'indépendance.

VENDREDI 14. — Ouverture du Comité national unitaire.

— Grève de marins au Havre.

SAMEDI 15. — *U. R. S. S.* — Le Comité central du parti communiste publie une adresse ordonnant un reçul dans la lutte contre les koulaks et dans la lutte antireligieuse.

DIMANCHE 16. — Congrès des syndicats confédérés des départements sinistrés à Toulouse.

— Dernière journée du Comité national de la C. G. T. U.

— Mort subite de Primo de Rivera.

LUNDI 17. — Fin de la grève des marins du Havre.

VENDREDI 21. — La C. E. de la C. G. T. U décide d'intervenir dans les élections municipales de Saint-Denis.

SAMEDI 22. — Le Sénat vote le rectificatif à la loi sur les assurances sociales.

— Manifestation à l'inauguration de la Maison des étudiants indochinois.

— A Douarnenez, congrès — sans congressistes — des pêcheurs et sardinières.

DIMANCHE 23. — La liste communiste est réélue à Saint-Denis par 7.860 voix contre 7.245 à la liste réactionnaire.

— Le Conseil national socialiste réintègre Alexandre Varenne et précise les conditions de l'admission des anciens communistes.

LUNDI 24. — Les journaux reparlent de l'affaire Koutepoff.

La décomposition du Parti communiste

La désagrégation va grand train. Des militants syndicaux comme Faure-Brac, des Métaux, comme Chabanon, des Produits Chimiques, donnent leur démission. Un Guibbert est chassé du Parti par un individu louche comme Colomer. Enfin, après six mois d'hésitation, on procède à la mise à la porte des militants centristes de la Fédération unitaire de l'Enseignement coupables d'avoir crié : Casse-cou ! au lendemain du Congrès de la C.G.T.U.

La *Vérité* du 21 mars donne sur cette dernière opération les détails suivants :

Après avoir refusé de se plier aux exigences inadmissibles de la direction du Parti, de nombreux militants ont été traduits devant sa juridiction.

Aulas, secrétaire fédéral, Bernard, Frétiaux, J. Balanche, membres du bureau fédéral, ont comparu devant leurs cellules pour y répondre du crime de révolte contre les tentatives de mécanisation dont ils avaient été l'objet. Leurs cellules les ont couverts, les comités de rayon ont passé outre et leur exclusion a été prononcée.

Dommanget, ancien secrétaire fédéral, n'a pas attendu qu'une telle mesure soit prise contre lui. Après avoir fait voter par sa cellule des ordres du jour de protestation contre les exclusions entreprises et contre les injures prodiguées aux oppositionnels, il a donné sa démission du parti, suivi de sa cellule toute entière.

G. et L. Bouet, anciens secrétaires fédéraux et administrateurs de l'*Ecole Emancipée*, attendent la sentence. La cellule de Saumur s'est unanimement solidarisée avec eux malgré les efforts de deux jeunes éphèbes staliniens, mais ils savent combien pèse peu l'opinion de la base dans les décisions des instances supérieures.

Rollo, ancien secrétaire fédéral, a été l'objet de la vigilance toute spéciale de sa région qui a dépêché dans les cellules de son département un secrétaire avec mission d'obtenir coûte que coûte son exclusion. Pas une cellule ne l'a suivi, et la conférence départementale du 29 décembre a blâmé le Parti dans ses efforts contre ses fondateurs. La conférence régionale du 9 février n'a tenu nul compte de la voix des organismes de base : elle a exclu Rollo.

Dans le Rhône, l'Ardèche, la Vendée, les Pyrénées-Orientales, le Nord, ailleurs encore, des exclusions ont été faites ou de nombreuses démissions données. Nous ne voulons citer que le cas typique de Denante, secrétaire du syndicat de Vaucluse. Plusieurs fois convoqué devant son Comité de rayon pour répondre aux accusations formulées contre lui, il s'y était rendu sans jamais rencontrer ses juges; tant de désinvolture l'avait révolté et il avait donné sa démission. Cette solution n'a pas plu aux lignards provençaux qui ont organisé à Courthezon, ville où Denante exerce ses fonctions et milite depuis 17 ans, un meeting au Kursaal-Palace. La salle comble n'a pas suivi les trois catéchumènes staliniens : Denante a été unanimement applaudi.

De nouvelles charrettes se préparent. Le Parti se tait car il sait l'émotion projetée dans les rangs des instituteurs unitaires par les mesures prises contre leurs militants, et il ne tient pas à l'accroître en leur donnant de la publicité. En plusieurs régions ces mesures sont mortelles pour lui, mais il ne paraît pas s'en apercevoir. Les Barbé, les Monmousseau, les Claverie, les Cognot, domestiques à gages, sont trop habitués à servir pour s'en indigner. Ils iront jusqu'au bout dans la sottise, dût la Fédération de l'Enseignement en mourir.

⁂

Les listes noires du Consortium textile

Le patronat textile du Nord vient de donner une preuve nouvelle de sa maîtrise dans l'art d'exploiter les ouvriers et de les tenir à sa merci. Le Consortium de Roubaix-Tourcoing a invité les patrons à signer l'engagement suivant :

Nous déclarons adhérer à la solution particulière et corporative portant sur l'interdiction d'embauchage. A cet effet, nous nous interdisons d'embaucher aucun des ouvriers quittant les établissements assurés pouvant demander d'entrer chez nous et dont la liste nous a été communiquée.

Nous nous engageons :

a) A communiquer chaque semaine, au secrétariat patronal, la liste d'embauchage et des sorties;

b) A verser, au titre de dépôt de garantie, une somme de vingt mille francs, étant entendu que cette somme est productive d'intérêt à notre profit;

c) A régler l'amende de 2.000 francs par ouvrier ou ouvrière, dans le cas où, malgré le présent engagement, l'ouvrier ou l'ouvrière ne serait pas renvoyé dans les quarante-huit heures, par suite d'un embauchage irrégulier.

Le présent engagement prend effet à partir de... pour une période de trois mois renouvelable.

Toute contestation sera soumise à la commission des patrons désignée par les associés.

⁂

Sémat a-t-il menti ?

Une intervention de Raymond Sémat au dernier Comité national de la C.G.T.U. a fait une grosse impression sur les délégués. *L'Humanité* l'a affirmé et nous ne la contredirons pas sur ce point.

Reste à savoir si les faits apportés par Sémat sont vrais ou mensongers.

S'ils sont vrais, nous dirons sans hésitation aux confédérés de Tarbes qu'ils ne sont pas dégoûtés pour désigner un inspecteur de police comme secrétaire de leur Union locale, et aux dirigeants de la C.G.T. qu'ils devraient avoir la pudeur de nettoyer leur organisation.

S'ils sont faux, c'est évidemment Sémat que nous rappellerons à la pudeur, et sans mettre davantage de gants.

Voici les déclarations de Sémat, telles que l'*Humanité* du 15 mars les a rapportées :

Cette conclusion apportée, notre camarade en arrive à un troisième pilier de la répression : le social-fascisme et les briseurs de grève de la C. G. T., aussi bien les chefs que la troupe, la tête comme la base.

Un exemple :

— On a voulu arrêter, à Tarbes, notre camarade Marc Dupuy. Savez-vous qui se chargeait de l'opération ? Le secrétaire de l'Union locale confédérée de Tarbes, membre du Parti dit socialiste et bourrique par surcroît. Revolver au poing, à la tête de trente policiers, il a fait irruption dans un débit de boissons, puis a procédé à l'arrestation brutale, violente, fasciste de notre camarade; traîné, la figure en sang, sous la menace du revolver du chef policier Lambert, fonctionnaire de la C. G. T. de Jouhaux, membre du Parti socialiste de Paul-Boncour, Renaudel, Léon Blum. »

A ce moment, tourné vers les minoritaires, Gitton lance :

— Est-ce cela que vous entendez par l'unité ouvrière?...

Le 22 mars, sous le titre « Les mensonges de *l'Humanité* », le *Populaire* a publié le démenti suivant sous la signature de L. Ducos :

Il faut avoir perdu le sens commun ou être d'une mauvaise foi flagrante pour publier une information pareille.

Il est vrai que — le fait est tout autre — Dupuy a reçu d'un amputé d'un bras un violent coup de poing en pleine figure. Cela, deux ou trois jours avant son arrestation.

Ce manchot — qui n'en était pas un! — ne voulait pas se laisser convaincre par la doctrine de Dupuy. Voilà pour la « figure en sang ».

Quant à l'arrestation, Dupuy a été arrêté à Dax où il est en résidence, non pas revolver au poing, mais simplement par le commissaire de police de la ville. Il fut d'ailleurs, lors de son arrestation, d'une courtoisie parfaite et il eût été profitable à ceux qui se laissent bourrer le crâne d'une façon intensive qu'ils y assistent.

Quant à l'histoire du revolver, c'est une pure invention.

Qu'y a-t-il de vrai dans toute cette histoire ? Les camarades de la région devraient bien nous fixer.

Avec un tas d'histoires rocambolesques, on cherche à approfondir le fossé entre ouvriers unitaires et ouvriers confédérés. C'est notre devoir, à nous qui voulons l'unité syndicale, de faire éclater la vérité. Cela nous est égal si elle écorche le nez d'un menteur ou d'un policier.

⁂

La réorganisation du « Daily Herald »

Sur la réorganisation du quotidien travailliste anglais, Compère-Morel a donné dans le *Populaire* du 20 mars des renseignements intéressants suivis d'appréciations contestables. Nous craignons que le Labour Party ait perdu le contrôle de son journal en laissant une maison d'édition bourgeoise prendre cinquante et un pour cent des actions. Nous nous demandons de plus si les travaillistes étaient vraiment incapables de gérer, aussi bien que des commerçants bourgeois, une entreprise telle qu'un quotidien.

Le nouveau *Daily Herald* est un splendide journal de vingt grandes pages abondamment illustrées, dont la présentation est du meilleur goût, la composition en tous points excellente et le texte admirablement varié.

La netteté des illustrations et la pureté de leurs lignes manifestent que l'outillage et l'installation du nouveau *Daily Herald* sont on ne peut plus modernes.

Pour en donner une idée, signalons que les rotatives de son imprimerie peuvent tirer deux millions d'exemplaires en une nuit!

Comment ce perfectionnement technique a-t-il pu être obtenu?

Par quels moyens nos camarades anglais sont-ils arrivés à cet admirable résultat?

Telles sont les questions que j'ai personnellement posées à nos amis Gillies et Citrine lors de la dernière réunion de l'Exécutif de l'Internationale tenue à la « Maison » du Parti, il y a une quinzaine de jours.

Livrés techniquement à eux-mêmes, nos amis auraient certainement été incapables de faire aussi grand et aussi bien.

En sus des difficultés inhérentes au lancement et à la vie de tout quotidien, il pèse sur un journal socialiste, journal officiel de son parti, toutes sortes de servitudes rédactionnelles et administratives qui ne sont pas faites pour faciliter son existence.

Aussi, les travaillistes anglais, avec cet esprit de décision qui les caractérise; sans s'embarrasser des « habitudes » et des « traditions », sachant qu'un journal est, de plus en plus, une *entreprise commerciale* qui doit être dirigée *commercialement*, et ne songeant qu'à l'intérêt de la cause qu'ils défendent et entendent faire triompher, se sont-ils mis d'accord avec la grande maison d'édition *Odhams Press Limited* pour qu'elle prenne en mains les rênes de leur quotidien.

D'accord avec cette maison, le Conseil Général du Trade-Union Congress, propriétaire de l'ancien *Daily Herald* a constitué une société anonyme au capital de 175 millions de francs.

La maison d'édition *Odhams* possède cinquante et un pour cent des actions, les *Trade-Unions* quarante-neuf.

La maison d'édition *Odhams* assume la direction technique, commerciale et administrative du nouveau journal et les *Trade-Unions* la direction politique.

Aux hommes politiques : la politique.

Aux hommes d'affaires : l'affaire.

ENTRE NOUS

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Reçu du 21 février au 26 mars : *Paris*, 18; *Seine*, 13; *Seine-et-Oise*, 2; *Alger*, 1; *Alpes-Maritimes*, 1; *Hautes-Alpes*, 2; *Ardennes*, 1; *Charente*, 1; *Deux-Sèvres*, 1; *Doubs*, 1; *Finistère*, 1; *Haute-Garonne*, 1; *Jura*, 1; *Landes*, 1; *Loire*, 1; *Marne*, 1; *Mayenne*, 1; *Morbihan*, 1; *Nord*, 4; *Rhône*, 2; *Somme*, 1; *U.R.S.S.*, 2. — *Total* : 58 *abonnements nouveaux*.

LES SOUSCRIPTIONS DU MOIS

Reçu du 21 février au 26 mars : *Mlle Poulier (Rhône)*, 10; *Leblanc (Aisne)*, 7,25; *L. Pierrot (Paris)*, 8; *Pandraud (Haute-Loire)*, 10; *De Groote (Paris)*, 5; *Alice Pelletier (Paris)*, 5; *Marvanne (Seine)*, 5; *Durand (Seine)*, 10; *Lancia (Jura)*, 5; *Carer (Finistère)*, 5; *Savel (Loire)*, 10; *Mouillaud (Loire)*, 10; *Archambau (Seine)*, 5; *Leblanc (Aisne)*, 50; *Bousseuil (Paris)*, 10; *Anonyme (Drôme)*; 10; *Guigui (Seine)*, 6; *le descendant d'une famille dont 35 membres furent tués lors de l'entrée des troupes françaises à Blidah*, 20. — *Total* : 191 *fr.* 25.

Nous avons reçu :

Léon TROTSKY : *Ma vie*. Essai autobiographique. Tome 1er, 1879-1905, 16 fr. 50 (Rieder).

Paolo MONELLI : *Les pieds devants*, récits de guerre du front italien des Dolomites. 13 fr. 50 (Valois).

A. Artur KUHNERT : *Front de guerre des Femmes*, adapté de l'allemand par Romana Altdorf et Maurice Roya. 13 fr. 50 (Valois).

Sophie FEDORTCHENKO : *Le Peuple à la guerre*, propos de soldats russes recueillis par une infirmière. 12 fr. (Valois).

Otto LEHMANN-RUSBULDT : *L'Internationale sanglante des Armements* (L'Eglantine, Bruxelles).

Dr Albert NAST : *Le Livre de l'Homme*. 10 fr. (Œuvres Représentatives).

Jean GRAVE : *Le mouvement libertaire sous la IIIe République*. 12 fr. (Œuvres Représentatitves).

Arthur YOUNG : *Voyages en France en* 1787-88-89-90. 12 fr. (Œuvres Représentatives).

M. L. GUZMAN : *L'Aigle et le Serpent*. Traduction de Mathilde Pomès. Préface de Blaise Cendrars (Fourcade, édit.).

UPTON SINCLAIR : *Mountain City*, a nouvel. 2 dollars 50 (Publié par l'auteur, Station A, Pasadena, California).

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR 8, Bd de Vaugirard, ris-XVe

Téléphone
Combat 98-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 42-08

Dernières Nouveautés

QUESTIONS SOCIALES

Léon TROTSKY : **Ma Vie. Essai autobiographique.** I 1879-1905. Traduction de Maurice Parijanine (Rieder) ..... 16 fr. 50
Emmanuel BERL : **Mort de la morale bourgeoise** (N. R. F.) ..... 15 fr.
H.-D. THOREAU : **Un Philosophe dans les bois** (Boivin) ..... 18 fr.
Alice JOUENNE et Aug. FAUCONNET : **L'Enfance et la Coopération** (Presses Universitaires) ..... 18 fr.

LITTERATURE

Ch. BOUSSINOT : **Les Meskines** (Librairie du Travail) ..... 15 fr.
A.-A. KUHNERT : **Front de guerre des Femmes** (Valois) ..... 13 fr. 50
Paolo MONELLI : **Les pieds devant** (Valois) ..... 13 fr. 50
S. FEDORTCHENKO : **Le peuple à la guerre** (Valois) ..... 13 fr. 50
M.-L. SUZMAN : **L'Aigle et le Serpent** (Fourcade) ..... 12 fr.

VIENT DE PARAITRE

CHARLES BOUSSINOT

LES MESKINES

ROMAN

Un volume de 340 pages .. .. 15 fr.

Pour le Centenaire de l'Algérie

Vient de paraître

LES ÉDITIONS RIEDER
7, PLACE SAINT-SULPICE - PARIS

Vient de paraître

LEON TROTSKY

MA VIE

Essai Autobiographique

TRADUIT SUR LE MANUSCRIT RUSSE AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR PAR
MAURICE - PARIJANINE

I

1879-1905

Un volume in-8 écu, broché, de 276 pages..... 16 fr. 50

PRECEDEMMENT PARU DU MEME AUTEUR
LA RÉVOLUTION DÉFIGURÉE
Un volume in-8 écu ..... 15 fr.

Tous les Mercredis

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire
publié sous le contrôle du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, Paris (2e)

Le numéro : 50 centimes

Abonnements : 6 mois, 10 fr. ; 1 an, 20 fr. — Chèque postal : René Deveaux 525-67
PARIS